

2011



2017



Jean-Pierre Sueur
Sénateur du Loiret

Compte-rendu de mandat

2011 > 2017

Le mandat de Jean-Pierre Sueur en chiffres

Débattre, rencontrer, rendre compte,
intervenir, défendre, proposer, écouter

10

comptes-rendus
de mandat

40

rapports parlementaires

294

questions au
gouvernement

25 000

Courriers
et courriels

134

groupes
accueillis
au Sénat

500

Interventions
en séance
publique

2 200

déplacements
dans le Loiret

15

propositions de lois
et de résolution

10 000

personnes reçues (environ)
à Orléans et au Sénat

285

lettres électroniques

Six ans de travail au Sénat et pour le Loiret

« Rendre compte » fut toujours pour moi un impératif.

Si au Sénat, comme à l'Assemblée Nationale, la plupart des votes sont « publics », c'est parce que, dès la Révolution Française, nos concitoyens ont considéré que ceux qu'ils en envoyaient siéger dans l'une ou l'autre des assemblées, qui se sont succédé, qui avaient donc pour mission de les représenter, devaient leur rendre compte des positions qu'ils défendaient et des choix qu'ils feraient en leur nom.

Je rappelle souvent cela lorsque je fais visiter le Sénat à l'un des nombreux groupes du Loiret qui sollicitent ces visites.

C'est ainsi que j'ai adressé tous les six mois à plusieurs centaines de Loirétains et de Loirétaines (et à chaque maire de notre département en particulier) une *Lettre* de cent pages résumant mes interventions. Toutes ces *Lettres* peuvent être retrouvées sur mon site www.jpsueur.com.

C'est ainsi que chaque lundi sans exception – sauf entre Noël et Nouvel An et durant le mois d'août – j'ai publié une « lettre électronique » permettant de suivre mon activité en temps réel. Chacun peut lire sur mon site les quelque 635 numéros parus à ce jour.

C'est ainsi – enfin – que je vous adresse ce « compte-rendu de mandat » récapitulatif.

J'ajoute que ces comptes-rendus ont donné lieu à d'innombrables réactions, répliques, suggestions, propositions de lecteurs du Loiret – et d'ailleurs ! C'est de cette manière que je conçois l'exercice d'un mandat : par le dialogue permanent.

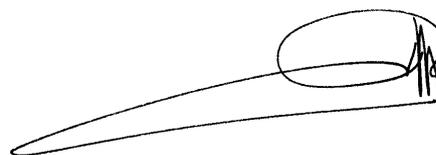
Ce dialogue, je me suis efforcé de le mener quotidiennement en rencontrant, durant les jours où le Sénat ne me retenait pas, les élus de nos communes, les représentants des salariés ou des associations, les responsables économiques et agricoles et d'innombrables concitoyens.

Ces liens ont été – et restent – infiniment précieux. Je puis vous assurer qu'on ne s'exprime pas de la même manière à la tribune ou dans l'hémicycle du Sénat quand on a rencontré des maires, des entrepreneurs, des syndicalistes, des responsables sportifs et des chômeurs ou des concitoyens qui ont bien du mal à payer leurs impôts... que lorsque l'on reste dans son bureau !

C'est cet « aller et retour » entre les habitants d'un département et le niveau national qui permet de bien légiférer et de mieux contrôler le gouvernement.

J'ajoute que ces six ans ont été très marqués – comme on le verra dans les pages qui suivent – par mes fonctions de président puis de vice-président de la commission des lois du Sénat – cette commission ayant en charge de préparer l'examen de près de la moitié des projets et propositions de loi. Ces six années ont aussi été marquées par mes missions de rapporteur d'une importante commission d'enquête parlementaire ainsi que d'un non moins important rapport rédigé au nom de la délégation à la prospective du Sénat.

Je vous souhaite bonne lecture et vous assure de mes sentiments dévoués.



Jean-Pierre SUEUR, Sénateur du Loiret, ancien ministre

Des interventions et prises de

Y a-t-il trop d'élus locaux en France ?

Jean-Pierre Sueur a publié le 23 juillet un communiqué par lequel il réagit à l'annonce faite par Emmanuel Macron de voir le nombre d'élus locaux diminuer en France

Y a-t-il trop d'élus locaux en France ? À cette question ma réponse est claire : c'est non !

Qu'on n'y voie pas une quelconque démagogie. Non, ma réponse se fonde uniquement sur l'expérience et sur ce que je connais des 326 communes du Loiret.

Les conseils municipaux des plus petites communes, celles de moins de cent habitants, comptent sept élus. Au-delà, et jusqu'à 500 habitants, ils sont onze. Jusqu'à 1 500 habitants, ils sont quinze, puis dix-neuf jusqu'à 2 500 habitants, etc.

Et je puis témoigner que ce qui caractérise ces 7, 11, 15 ou 19 citoyennes et citoyens réunis autour de la table du conseil municipal de nos villages et petites communes, c'est qu'elles – ou ils – connaissent chaque rue, chaque chemin, chaque entreprise, chaque commerce, chaque ferme, chaque école, chaque association... Ils font corps avec leur commune. Ils l'aiment. Ils savent mieux que quiconque ce qui est bien, ce qui est souhaitable pour leur commune.

Ils sont les meilleurs défenseurs de ce qu'on appelle l'« aménagement du territoire ».

Qui dirait qu'il serait bénéfique de les remplacer par des tech-

nocrates, sans doute moins nombreux, mais plus éloignés du terrain et ne connaissant pas, comme eux, les réalités ?

On peut poser la question du nombre des parlementaires. D'ailleurs l'absentéisme qui subsiste – hélas ! – montre qu'ils pourraient être moins nombreux.

J'ajoute que plus de 90 % des conseillers municipaux de France ne touchent aucune indemnité. Et pour ceux qui en touchent, il suffit de diviser le montant de cette indemnité par le nombre d'heures consacrées à la commune pour vérifier que ce n'est pas trop cher payé de l'heure....

Ils sont environ 550 000. Ils font vivre au quotidien la démocratie et battre le cœur de la République.

Mais il serait vexatoire pour les élus locaux et, de surcroît, très préjudiciable à notre vie démocratique que de réduire leur nombre et de congédier sans raison tant de bénévoles qui servent inlassablement nos communes et leurs habitants. Et comme nul n'est infaillible, il est toujours possible de revenir sur un « effet d'annonce » inopportun...

Jean-Pierre Sueur

Au Sénat. Jean-Pierre Sueur : « *Les compétences eau/assainissement doivent rester facultatives dans les communautés de communes* »

Intervention en séance publique le 23 février 2017 (compte-rendu officiels des débats)

Jean-Pierre Sueur. Mes chers collègues, je veux en revenir aux conditions dans lesquelles s'est déroulée la commission mixte paritaire sur la loi NOTRe, à laquelle j'ai participé aux côtés de plusieurs d'entre vous. Il est clair qu'un compromis a été conclu, ce dont je suis très satisfait. Si celui-ci n'avait pas eu lieu, la loi NOTRe serait en effet rédigée dans la version de l'Assemblée nationale, avec les conséquences y afférentes dans tout le pays. C'est pourquoi le Sénat a fait œuvre utile. Mais c'était un compromis, et tous les points de celui-ci ne sont pas de nature telle qu'ils devraient devenir immuables. Ce n'est pas se dédire que d'affiner une loi, que de peaufiner un texte pour tenir compte de la réalité. Je vous le dis très franchement, lorsque nos amis députés ont voté la compétence unique « eau et assainissement » pour 2018, j'ai trouvé cela totalement irréaliste. Le compromis a permis de retenir la date de 2020. Comme je l'avais dit à un certain nombre d'élus, j'étais à peu près persuadé qu'une loi serait adoptée pour retarder cette échéance. Une solution, justement, eût été de repousser le délai ; nos collègues proposent de rendre ce transfert de compétences optionnel.

Pourquoi notre groupe est-il en accord avec la présente proposition de loi ? Notre quotidien en tant que sénateurs consiste à la fois à être au Sénat et à parcourir les communes, les villes et les villages, au plus près de la réalité. Or la réalité, que je n'invente pas – il faut savoir écouter, mes chers collègues ! –, est la suivante : depuis le 1er janvier dernier, les communautés de communes sont beaucoup plus importantes, et je défends ce changement. Imaginez une communauté de communes créée le 1er janvier 2017, qui regroupe 30 ou 40

communes. Parmi celles-ci, les unes fonctionnent en régie, les autres confient une délégation de service public à une, deux ou trois entreprises, certaines ont une société d'économie mixte et d'autres un syndicat, dont les compétences dépassent les limites de cette communauté. C'est cela la réalité !

Comment faire pour réaliser toutes les études et mener à bien toutes les procédures en deux ans, dans de bonnes conditions, afin de mettre en place ce qui est la solution idéale : un dispositif unique, avec le même prix payé par tous ? Nous n'y parviendrons pas, sinon à marche forcée, dans ce délai de deux ans.

Je vous le dis franchement, je crains que les sociétés bénéficiant d'une délégation de service public, qui font leur travail, ont des capacités d'expertise et emploient un nombre considérable de juristes, ne fassent en sorte de suggérer telle ou telle solution à des élus qui, eux, ne disposeraient pas de toute l'expertise nécessaire pour mener à bien cette tâche dans de bonnes conditions.

Nous proposons donc, sur un point précis, de tenir compte de la réalité, car je vous assure que, avec les nouvelles communautés de communes, le délai est intenable, sauf à travailler dans de mauvaises conditions !

L'Assemblée nationale examinera cette proposition de loi dans quelque temps. Nous pensons, pour notre part, qu'elle constitue une réponse positive à une situation de fait.

C'est pourquoi nous le voterons, sans nullement renier les grands objectifs de la loi NOTRe, mais avec le souci du pragmatisme et de l'écoute attentive des élus locaux.

positions de Jean-Pierre Sueur

Un amendement essentiel de Jean-Pierre Sueur grâce auquel la région Centre devient la région Centre-Val de Loire

Jean-Pierre Sueur a été très heureux de faire adopter en commission puis en séance publique, au Sénat puis à l'Assemblée nationale l'amendement « historique » qui donne un nouveau nom à la région Centre. Voici le fac-similé de cet amendement du 16 octobre 2014.

AMENDEMENT	Adopté
<i>présenté par</i>	
MM. SUEUR, FILLEUL, LORGEUX et GERMAIN	
<hr/>	
ARTICLE 2	
Compléter cet article par un alinéa ainsi rédigé :	
...- A compter de la publication de la présente loi, la région « Centre » est dénommée « Centre-Val de Loire ».	
Objet	
Modification de l'appellation de la région Centre qui deviendrait « Centre-Val de Loire ».	

Depuis longtemps, Jean-Pierre Sueur déplorait que la « région Centre » porte un nom qui ne la désignait pas. Il citait souvent les présentations de la météo à la télévision qui parlaient régulièrement du « Centre » en désignant Clermont-Ferrand ou Limoges. C'est pourquoi il s'est employé à mettre fin à ce malentendu et à ce défaut d'identification datant de plus de quarante ans.

Associée au « Centre », l'appellation « Val de Loire » situe notre région et lui donne des atouts touristiques, culturels et

économiques incontestables. « *Ce Val de Loire aimé des rois – a-t-il dit –, il faut en faire le Val de la culture, de la science et de l'innovation dans un cadre naturel et patrimonial exceptionnel, unique au monde.* »

Jean-Pierre Sueur a tenu à souligner la coopération efficace de François Bonneau et de Serge Grouard pour obtenir l'accord de l'ensemble des sénateurs puis des députés sur ce projet. L'union fait la force.

Au Sénat. Jean-Pierre Sueur : « *Il faut additionner le dynamisme des métropoles et le dynamisme de territoires ruraux tournés vers le futur* »

Intervention en séance publique le 7 février 2017 (compte-rendu officiels des débats)

Jean-Pierre Sueur. Pour en venir à la question des métropoles, permettez-moi de dire tout net que je récuse le malthusianisme qui s'est encore exprimé à cette tribune. Oui, ce texte permettra à sept agglomérations d'être dotées du statut de métropole. Il s'agit d'abord de Dijon, d'Orléans et de Tours, dans deux régions, Centre Val-de-Loire et Bourgogne-Franche-Comté, qui étaient jusqu'à ce jour dépourvues de métropole.

On nous a dit, monsieur le rapporteur, que ces nouvelles métropoles porteraient atteinte, en fin de compte, à la ruralité. Je crois tout le contraire.

En effet, il est clair que la dotation générale de fonctionnement que perçoivent les métropoles est strictement identique à celle des communautés urbaines. Pas un euro ne sera donc pris, au sein de cette dotation, pour ces métropoles au détri-

ment des autres collectivités locales.

Surtout, adoptons une autre attitude que ces oppositions perpétuelles entre l'urbain et le rural ! Nous avons besoin, dans nos régions, de métropoles fortes, attractives et entraînant, qui portent un réel dynamisme. En même temps, nous avons eu raison de créer de grandes communautés de communes, de telle manière que le monde rural, celui des petites et moyennes communes, dispose d'un outil territorial fort pour mener des actions dans les domaines de l'économie, de l'aménagement, de l'environnement et des infrastructures, soit tout ce qui est décisif pour l'avenir.

Arrêtons donc d'opposer les collectivités les unes aux autres, et travaillons ensemble pour conjuguer, pour ajouter, pour additionner le dynamisme des agglomérations et des métropoles et celui d'un monde rural structuré à l'échelle pertinente pour aller ensemble de l'avant !

Interventions en séance publique

On trouvera dans les pages qui viennent le compte-rendu succinct des interventions de Jean-Pierre Sueur en séance publique au cours des six dernières années. Nous avons simplement repris le texte figurant à son nom dans la « table nominative » publiée en « temps réel » pour chaque sénateur. Ses interventions concernent principalement les textes relevant de la commission des lois (soit la moitié des textes discutés en séance publique). Mais, on le verra, il est également intervenu sur nombre d'autres sujets – et tout particulièrement sur ceux qui, de près ou de loin, concernaient le Loiret ou avaient un rapport avec ses communes et ses habitants.

Il n'a pas oublié pour autant que les parlementaires représentent la nation prise dans son acception la plus large. C'est ainsi qu'il est aussi intervenu sur plusieurs questions concernant l'Outremer.

Les numéros de pages indiqués à la fin de chaque paragraphe sont ceux des pages du *Journal Officiel* où la version intégrale de toutes ces interventions est publiée.

Le texte intégral de toutes ces interventions peut se retrouver sur le site du Sénat aux dates indiquées : Sénat>Jean-Pierre Sueur>Interventions en séance publique.

2011

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs** [n° 490 (2010-2011)] - (18 mai 2011) - Article 17 (priorité) (art. 8-1 et art. 8-3 [nouveau] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Suppression de la procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le juge des enfants aux fins de jugement et création d'une procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le tribunal pour enfants) (p. 4102). Suite de la discussion (19 mai 2011) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 4152).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité »** [n° 127 (2010-2011)] - (31 mai 2011) - Discussion générale (p. 4417, 4418).

- Conférence des présidents - (8 juin 2011) (p. 4636, 4637).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** - Deuxième lecture [n° 572 (2010-2011)] - (8 juin 2011) - Article 12 bis (Texte non modifié par la commission) (Rapport au Parlement sur le financement et la promotion de la recherche sur la trisomie 21) (p. 4639). - Article 12 ter (art. 79-1 du code civil - Critères de viabilité d'un enfant décédé avant la déclaration de sa naissance à l'état civil) (p. 4640, 4641).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs** - Commission mixte paritaire [n° 683 (2010-2011)] - (4 juillet 2011) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 5811).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région** [n° 697 (2010-2011)] - (4 juillet 2011) - Question préalable (p. 5831, 5833). (p. 5834). - Article additionnel avant l'article 1er (p. 5837). - Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Nombre de conseillers territoriaux par région et par département) (p. 5838, 5839). - Article 2 (Texte non modifié par la commission) (Annexe) (p. 5839).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles** - Nouvelle lecture [n° 25 (2011-2012)] - (18 octobre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Article 24 novodécies (supprimé) (chapitre préliminaire du titre Ier de la première partie du livre II et art. L. 210-1 et L. 212-1 du code des juridictions financières - Nombre et ressort des chambres régionales des comptes)

(p. 6715). - Article 24 ter vicies (Texte non modifié par la commission) (art. L. 211-4 du code de justice administrative - Organisation des missions de conciliation effectuées par les tribunaux administratifs et cours administratives d'appel) (p. 6716).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants** [n° 26 (2011-2012)] - (25 octobre 2011) - président de la commission des lois - Discussion générale (p. 6919, 6920).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité** [n° 68 (2011-2012)] - (2 novembre 2011) - Discussion générale (p. 7111, 7112).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 7133). - Demande de renvoi à la commission (p. 7136, 7137).

- Rappel au règlement - (3 novembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 7178, 7179).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité** - Deuxième lecture [n° 40 (2011-2012)] - (3 novembre 2011) - président

de la commission des lois - Article 5 (Fichier central biométrique des cartes nationales d'identité et des passeports) (p. 7192).

- **Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans** [n° 63 (2011-2012)] - (3 novembre 2011) - Rappel au règlement (p. 7236). (p. 7241, 7242).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité** [n° 68 (2011-2012)] - (3 novembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Organisation des travaux (p. 7274). - Article 4 (nouveau) (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement des orientations fixées au schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 7279).

- Suite de la discussion (4 novembre 2011) - Article 5 (nouveau) (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Unification de la procédure d'élaboration et de mise en oeuvre du schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 7301). (p. 7308). - Article 7 (nouveau) (Calendrier d'achèvement de la carte de l'inter-



Laïcité. « *La loi de 1905 fait partie des textes fondateurs de la République. Chacun a sa place dans la République laïque, fraternelle, avec ses certitudes, ses incertitudes, ses croyances ou ses absences de croyances, ses doutes, ses convictions, ses recherches.* » Jean-Pierre Sueur, 31 mai 2011

Le temps de la loi

Dois-je le dire : j'aime les débats parlementaires. Et je plains sincèrement ceux qui, après s'être fait élire à l'Assemblée Nationale ou au Sénat, découvrent qu'ils n'aiment pas cela et en viennent à y participer le moins possible.

Certes, le débat en commissions est essentiel. Il permet d'écouter tous les interlocuteurs qu'il faut entendre sur chaque projet ou proposition de loi, de prendre connaissance des travaux du rapporteur, de passer une première fois en revue tous les amendements et de préparer le débat en séance publique.

Mais la séance publique reste irremplaçable. Elle est le lieu où l'on perçoit le mieux le paradoxe sur lequel repose « l'écriture de la loi » (fort bien décrit dans un rapport portant ce nom évoqué dans ce recueil et qu'on peut télécharger intégralement depuis mon site internet ou depuis celui du Sénat). Ce paradoxe tient au fait que, par essence, la loi est une *norme*. Et pourtant, la République a voulu que cette *norme* fût écrite dans le cours et le feu d'un débat parlementaire au sein duquel toutes les opinions représentées s'expriment et se confrontent. Mon expérience me conduit à dire que, dans de telles conditions, il est quasiment impossible qu'après une seule lecture dans chaque assemblée, on arrive à un texte qui ait toutes les qualités rédactionnelles d'une norme vouée à s'appliquer à tous les Français.

Les nombreux amendements adoptés aboutissent souvent à un texte complexe, qui n'a pas la cohérence ni la fluidité syntaxique requises.

J'en conclus, une fois encore, qu'il n'est pas du tout souhaitable que la « procédure accélérée » (qui se traduit par une seule lecture dans chaque assemblée avant la commission mixte paritaire) devienne la procédure de droit commun.

Je le sais, tous les gouvernements sont pressés ! Ils sont donc toujours tentés de faire appel à cette procédure. Mais c'est une erreur. Mieux vaut moins de lois que trop de lois trop rapidement faites. Le temps de la loi, lui, est plus long. Faire de bonnes lois, cela demande du temps.

Jean-Pierre Sueur

communalité - Coordinations) (p. 7313). (p. 7314, 7315). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 7331, 7332).

- **Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études** [n° 421 (2010-2011)] - (15 novembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Demande de renvoi à la commission (p. 7823).

- **Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution** [n° 85 (2011-2012)] - (15 novembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur - Discussion générale (p. 7833, 7835). (p. 7846). - Question préalable (p. 7849). - Article 1er (Conditions de recevabilité) (p. 7850). - Article 4 (Mise en place d'une commission ad hoc) (p. 7851). (p. 7851). - Article 5 (Organisation des débats devant la Haute Cour) (p. 7852).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial** [n° 88 (2011-2012)] - (16 novembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Exception d'irrecevabilité (p. 7937). - Organisation des travaux (p. 7938). - Rappel au règlement (p. 7951, 7952). (p. 7970, 7971).

- Rappel au règlement - (17 novembre 2011) - présidente de la commission des lois (p. 7990).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Justice

- (24 novembre 2011) (p. 8436, 8438).

- Président de la commission des lois - Rappel au règlement (p. 8446, 8447).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) (p. 8886, 8887).

Sécurité

- (1er décembre 2011) (p. 9020, 9021). - Rappel au règlement (p. 9030).

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur pour avis, pour l'asile (p. 9114, 9115). (p. 9125).

Conseil et contrôle de l'État

- (2 décembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, en remplacement de M. Yves Détraigne, rapporteur pour avis de la commission des lois pour la justice administrative (p. 9160, 9161).

- **Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants** [n° 147 (2011-2012)] - (7 décembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Explications de vote sur l'ensemble (p. 9425).

- **Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité** [n° 56 (2011-2012)] - (7 décembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Discussion générale (p. 9439).

- **Proposition de loi relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif** [n° 150 (2011-2012)] - (8 décembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Discussion générale (p. 9471).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France** [n° 143 (2011-2012)] - (8 décembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Discussion

générale (p. 9515). - Exception d'irrecevabilité (p. 9547).

- **Projet de loi organique portant diverses dispositions relatives au statut de la magistrature** [n° 195 (2011-2012)] - (19 décembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Article 3 (art. 9-3 [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - Interdiction pour les magistrats judiciaires de recevoir certaines décorations pendant ou au titre de l'exercice de leurs fonctions) (p. 10046).

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable** [n° 170 (2011-2012)] - (19 décembre 2011) - Discussion générale (p. 10057, 10058).

- Président de la commission des lois - Articles additionnels après l'article 2 (p. 10074).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs** [n° 176 (2011-2012)] - (21 décembre 2011) - Article 2 bis A (Texte non modifié par la commission) (art. 13 de la loi n° 86-18 du 6 janvier 1986 relative aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé - Délai de réponse pour le gestionnaire d'une société d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé) (p. 10227, 10228).

- Suite de la discussion (22 décembre 2011) - Article 10 bis M (Rapport au Parlement sur l'application de la législation en matière de commercialisation des contrats obsèques) (p. 10368).



Prison. « *Pendant la période d'enfermement en prison, tout doit être fait pour que la personne détenue puisse, à sa sortie de prison, se réinsérer dans la société et ne pas être conduite à la récidive.* »

Jean-Pierre Sueur, 1^{er} février 2012

2012

- **Proposition de loi relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives** [n° 33 (2011-2012)] - (10 janvier 2012) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Discussion générale (p. 59, 60). - Question préalable (p. 62).

- **Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité** [n° 56 (2011-2012)] - (17 janvier 2012) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Article 3 (nouveau) (Obligation de neutralité religieuse pour les assistants maternels) (p. 232, 233).

- **Proposition de loi visant à réprimer la contestation de l'existence des génocides reconnus par la loi** [n° 229 (2011-2012)] - (23 janvier 2012) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur - Discussion générale (p. 335, 337). - Exception d'irrecevabilité (p. 354, 356). - Question préalable (p. 370). - Demande de renvoi à la commission (p. 375). - Article 1er (Répression de la contestation ou de la minimisation outrancière des génocides reconnus par la loi) (p. 382). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 389).

- **Projet de loi relatif à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique** [n° 261 (2011-2012)] - (25 janvier 2012) - président - Discussion générale (p. 498). - Article 3 (Condition d'ancienneté pour les contrats à durée déterminée et inclusion des agents « CDIsables ») (p. 508). - Article 15 (Modalités d'organisation des sélections professionnelles) (p. 524). - Article 34 (art. 3-1 à 3-5 [nouveaux] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Recrutement de contractuels sur des emplois permanents) (p. 539).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité** - Commission mixte paritaire [n° 238 (2011-2012)] - (26 janvier 2012) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Discussion générale (p. 556, 558).

- **Projet de loi organique relatif au remboursement des dépenses de campagne de l'élection présidentielle** - Nouvelle lecture [n° 305 (2011-2012)] - (31 janvier 2012) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Article unique (art. 3 et 4 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel - Diminution du plafond de remboursement public des dépenses électorales exposées par les candidats à l'élection présidentielle) (p. 679).

- **Projet de loi de programmation relatif à l'exécution des peines** [n° 303 (2011-2012)] - (1er février 2012) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Article 1er et rapport annexé (Approbation du rapport annexé fixant les objectifs de l'action de l'Etat pour une application effective de la loi pénitentiaire et en matière d'exécution des peines) (p. 730, 731). - Article 2 (supprimé) (art. 2 de la loi n° 87-432 du 22 juin 1987 relative au service public pénitentiaire - Extension des marchés de conception-réalisation à l'exploitation ou la maintenance - Possibilité de passer ces marchés selon la procédure de dialogue compétitif) (p. 738). - Article additionnel après l'article 4 D (p. 751). - Article 9 bis C (supprimé) (art. 706-53-5 du code de procédure pénale - Précisions relatives au suivi de certaines personnes inscrites au FIJAISV) (p. 773).

- **Débat sur le rapport annuel du contrôle de l'application des lois** - (7 février 2012) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 882, 883).

- **Projet de loi relatif à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique** - Commission mixte paritaire [n° 383 (2011-2012)] - (20 février 2012) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Discussion générale (p. 1301, 1302).

- **Proposition de loi relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives** - Nouvelle lecture [n° 320 (2011-2012)] - (20 février 2012) - Discussion générale (p. 1334, 1335).

- **Proposition de loi visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale** [n° 368 (2011-2012)] - (20 février 2012) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Discussion générale (p. 1341, 1343). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1369, 1370).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité** - Nouvelle lecture [n° 340 (2011-2012)] - (21 février 2012) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Discussion générale (p. 1430, 1431).

- **Projet de loi de programmation relatif aux moyens nécessaires à la mise en œuvre de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire** - Nouvelle lecture [n° 386 (2011-2012)] - (27 février 2012) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Question préalable (p. 1560, 1561).

- **Proposition de loi relative aux mesures conservatoires en matière de procédures de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire et aux biens qui en font l'objet** [n° 449 (2011-2012)] - (1er mars 2012) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur - Discussion générale (p. 1760, 1763).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des lois, en application de l'article 73 quinquies, sur la proposition de**

règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (E 7055) [n° 446 (2011-2012)] - (6 mars 2012) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Discussion générale (p. 1827, 1829). (p. 1839).

- **Débat sur les résultats du Conseil européen des 28 et 29 juin 2012** - (5 juillet 2012) (p. 1957).

- **Projet de loi relatif au harcèlement sexuel** [n° 620 (2011-2012)] - (11 juillet 2012) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Discussion générale (p. 2021, 2023). - Article 1er (art. 222-33 du code pénal - Rétablissement et élargissement du champ du délit de harcèlement sexuel) (p. 2053). (p. 2061). (p. 2065). (p. 2065).

- Suite de la discussion (12 juillet 2012) - Articles additionnels après l'article 2 (p. 2132). - Article 3 bis (nouveau) et articles additionnels après l'article 3 bis (art. 6 ter de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Mise en cohérence du statut de la fonction publique avec les modifications apportées par le projet de loi) (p. 2141). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2147, 2148).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2012** [n° 687 (2011-2012)] - (27 juillet 2012) - Articles additionnels après l'article 27 (p. 2694). (p. 2695). (p. 2695).

- **Projet de loi relatif au harcèlement sexuel** - Commission mixte paritaire [n° 712 (2011-2012)] - (31 juillet 2012) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, en remplacement de M. Alain Anziani, rapporteur pour le Sénat de la commission mi - Discussion générale (p. 2735, 2737).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement - Article 7 (Maintien de la compétence de la juridiction correctionnelle pour statuer sur une demande d'indemnisation) (p. 2754). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2756).

- **Projet de loi relatif à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer** [n° 780 (2011-2012)] - (26 septembre 2012) - président de la commission des lois - Discussion générale (p. 3267, 3268). - Article 9 (Habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance le droit applicable dans plusieurs domaines à Mayotte) (p. 3292). (p. 3293, 3294). - Article 11 (Ratification d'ordonnances) (p. 3300).

- **Débat sur la réforme de la carte judiciaire** - (1er octobre 2012) (p. 3346, 3348).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire** [n° 23 (2012-2013)] - (11 octobre 2012) - Exception d'irrecevabilité (p. 3722, 3724).

- **Projet de loi relatif à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme** [n° 36 (2012-2013)] - (16 octobre 2012) - Discussion générale (p. 3892, 3893).

- Président de la commission des lois - Articles additionnels après l'article 2 (p. 3909).

- Rappel au règlement - (24 octobre 2012) (p. 3994).

- **Proposition de loi de simplification des normes applicables aux collectivités locales** [n° 38 (2012-2013)] - (24 octobre 2012) - Discussion générale (p. 4005, 4006). (p. 4019, 4020).

- **Proposition de loi relative à la reconnaissance du 19 mars comme journée nationale du souvenir et de recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc** [n° 61 (2012-2013)] - (8 novembre 2012) - Article 1er (Texte non modifié par la commis-

sion) (Institution d'une journée nationale du souvenir et de recueillement) (p. 4443).

- **Projet de loi relatif à la retenue pour vérification du droit au séjour et modifiant le délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions humanitaires et désintéressées** [n° 86 (2012-2013)] - (8 novembre 2012) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Article additionnel avant l'article 2 (p. 4496). - Article 2 (art. L 611-1-1 (nouveau) du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Retenue d'un étranger aux fins de vérification de sa situation administrative) (p. 4503). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 4516, 4517).

- **Proposition de loi relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération** [n° 109 (2012-2013)] - (20 novembre 2012) - Discussion générale (p. 4907, 4908).

- **Proposition de loi relative aux juridictions de proximité** [n° 125 (2012-2013)] - (23 novembre 2012) - Discussion générale (p. 5088, 5089).

- Président de la - Intitulé de la proposition de loi (p. 5106).

- **Projet de loi relatif à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme** - Commission mixte paritaire [n° 6 (2012-2013)] - (10 décembre 2012) - Discussion générale (p. 5784).

- **Proposition de loi de simplification des normes applicables aux collectivités locales** [n° 38 (2012-2013)] - (12 décembre 2012) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Article 2 (art. L. 1211-4-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 131-16 du code du sport - Élargissement de la composition et des missions de la commission consultative d'évaluation des normes, CCEN) (p. 5903). - Articles additionnels après l'article 33 (p. 5938). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 5940, 5941).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2012** [n° 204 (2012-2013)] - (14 décembre 2012) - Article 16 sexies (nouveau) (art. 244 quater du code général des impôts - Prorogation et modification du champ d'application du crédit d'impôt pour dépenses de

conception de nouveaux produits exposés par les entreprises exerçant des métiers de l'art) (p. 6130, 6131). (p. 6131, 6132). (p. 6132). (p. 6133).

- **Projet de loi relatif à la retenue pour vérification du droit au sé-**

jour et modifiant le délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions humanitaires et désintéressées - Commission mixte paritaire [n° 228 (2012-2013)] - (20 décembre 2012) - Discussion générale (p. 6613, 6614).

- **Proposition de loi relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération** - Deuxième lecture [n° 255 (2012-2013)] - (20 décembre 2012) - Discussion générale (p. 6619, 6620).

2013

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral** [n° 252 (2012-2013)] - (15 janvier 2013) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013) (p. 79, 82).

- Suite de la discussion (17 janvier 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Article 1er (Changement de dénomination du conseil général et du conseiller général en conseil départemental et en conseiller départemental) (p. 177, 178). - Article 2 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départe-

mentales) (p. 229, 230). (p. 232). - Article 3 (art. L. 191-1 (nouveau) du code électoral - Nombre de cantons) (p. 236).

- Suite de la discussion (18 janvier 2013) - Article 20 (art. L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - Modalités de désignation des délégués communautaires) (p. 327). - Articles additionnels après l'article 20 (p. 335). (p. 336). - Article additionnel après l'article 22 (p. 341). - Article 23 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale) (p. 344). - Article 24 (Texte non modifié par la commission) (Prolongation du mandat des conseillers généraux élus en 2008 et 2011, des conseillers régionaux et des membres de l'Assemblée de Corse élus en 2010) (p. 352). (p. 353). - Article 25 (loi n° 2010-145 du 16 février 2010 ; art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Abrogation du conseiller territorial) (p. 354). (p. 354). (p. 355). - Article 26 (Entrée en vigueur) (p. 355). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 362, 363).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux** [n° 251 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013). - (18 janvier 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, en remplacement de M. Michel Delebarre, rapporteur - Article 1er A (nouveau) (art. L.O. 141 du code électoral - Conséquence de l'abaissement du seuil du scrutin municipal proportionnel de liste sur la limitation du cumul des mandats) (p. 364). - Article 1er (art. L.O. 247-1 et L.O. 273-1 [nouveau] du code électoral - Adaptation de la participation des ressortissants de l'Union européenne aux nouvelles modalités de l'élection des conseillers municipaux et des délégués communautaires) (p. 367). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 367, 368).

- Débat sur la police municipale - (24 janvier 2013) (p. 460, 461).

- Président de la commission des lois (p. 461).

- **Proposition de loi portant création d'une Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales** [n° 283 (2012-2013)] - (28 janvier 2013) - Discussion générale (p. 518, 519).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Article 1er (art. L. 1212-1 (nouveau), L. 1212-2 (nouveau), L. 1212-3 (nouveau), L. 1212-4 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Création d'une Haute autorité d'évaluation des normes) (p. 545, 546). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 554).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat** [n° 281 (2012-2013)] - (29 janvier 2013) - Discussion générale (p. 587, 588). (p. 601).

- Président de la commission des lois - Articles additionnels avant l'article 1er (p. 614). (p. 614). - Article 1er (art. L. 2123-20-1 et L. 5214-8 du code général des collectivités territoriales - Fixation de l'indemnité de fonction des maires des communes de moins de 3 500 habitants et régime indemnitaire dans les communautés de communes) (p. 629). - Articles additionnels après l'article 1er (p. 632). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 654, 655).

- **Question orale sur l'application de la législation sur les "devis modèles" relatifs aux obsèques** - (5 février 2013) (p. 803, 804). (p. 804, 805).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881** [n° 325 (2012-2013)] - (7 février 2013) - Discussion générale (p. 1014, 1015).

- Président de la commission des lois - Articles additionnels après l'article 2 (p. 1019).

- **Débat sur la situation à Mayotte** - (20 février 2013) (p. 1420, 1421).

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 689-11 du code de procédure pénale relatif à la compétence territoriale du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale** [n° 354 (2012-2013)] - (26 février 2013) - Discussion générale (p. 1516, 1518). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1533).

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives** [n° 169 (2012-2013)] - (27 février 2013) - Discussion générale (p. 1553).

- Président de la commission des lois - Article additionnel avant l'article 1er (p. 1556).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution** [n° 374 (2012-2013)] - (28 février 2013) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 375 (2012-2013) (p. 1588, 1590). (p. 1601).

Élus locaux. « Par une série de mesures, nous avons souhaité favoriser l'égal accès de tous les citoyens aux fonctions électives. Vous savez bien qu'il est plus difficile pour des salariés du privé, des commerçants, des artisans et des agriculteurs d'exercer un mandat électif que pour des citoyens qui travaillent dans d'autres secteurs ou des retraités. » Jean -Pierre Sueur, 6 janvier 2013

- Rapporteur - Article 1er A (nouveau) (Dépôt et transmission au Conseil constitutionnel des propositions de loi référendaires présentées en application de l'article 11 de la Constitution) (p. 1602). - Article 7 (Publicité de la liste des soutiens et destruction des données personnelles collectées) (p. 1603).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution** [n° 375 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 374 (2012-2013). - (28 février 2013) - rapporteur - Article 1er A (nouveau) (art. L. 558-37 (nouveau) du code électoral - Encadrement du financement de la campagne de recueil des soutiens) (p. 1605). - Article 1er (art. L. 558-38 à L. 558-42 (nouveaux) du code électoral - Peines principales applicables en cas de violation des dispositions encadrant la procédure de recueil des soutiens) (p. 1606). - Article 3 ter (supprimé) (art. L. 4122-1-1 du code général des collectivités territoriales - Transposition de la procédure de l'art. 11 de la Constitution aux modifications des limites régionales) (p. 1608). - Article 3 quater (nouveau) (art. L. 558-44 à L. 558-50 (nouveaux) du code électoral - Introduction dans le code électoral de règles de portée générale régissant les opérations de référendum) (p. 1614).

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections** [n° 358 (2012-2013)] - (28 février 2013) - président de la commission - Articles additionnels après l'article 1er (p. 1640). - Article additionnel après l'article 4 (p. 1642).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral** - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)] - (13 mars 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Changement de dénomination du conseil général et du conseiller général en conseil départemental et conseiller départemental) (p. 1770). - Discussion générale (p. 1781, 1782). (p. 1788, 1789).

- Suite de la discussion (14 mars 2013) - Article 2 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1815, 1816).

- Pré - Articles additionnels après l'article 5 (p. 1836).

- Président de la commission des lois - Article 16 A (art. L. 231 du code électoral et art. 8 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Inéligibilité affectant les emplois de direction au sein d'un EPCI et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique) (p. 1853).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les réformes constitutionnelles relatives au Conseil supérieur de la magistrature** - (14 mars 2013) (p. 1860, 1861).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des députés communautaires, et modifiant le calendrier électoral** - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)] (suite) - (14 mars 2013) - pré - Article additionnel après l'article 17 (p. 1875). - Article 20 (art. L. 273-1A à L. 273-1D [nouveaux], L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - Modalités de désignation des conseillers communautaires) (p. 1897, 1898). - Article 20 quinquies (supprimé) (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Allongement du délai ouvert aux communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération pour s'accorder sur la répartition des sièges au sein de l'organe communautaire) (p. 1907).

- **Projet de loi portant prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger** [n° 425 (2012-2013)] - (18 mars 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Article unique (p. 1982).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France** [n° 426 (2012-2013)] - (18 mars 2013) - président de la commission des lois - Articles additionnels avant l'article 20 A (p. 1992). - Article 20 B (nouveau) (Règlement intérieur de l'Assemblée des Français de l'étranger) (p. 1993). - Articles additionnels après l'article 20 C (p. 1995).

- Suite de la discussion (19 mars 2013) - Article 29 nonies (nouveau) (Information des électeurs, circulaires électorales et règles de financement des campagnes électorales) (p. 2035). - Article 29 duodécies (nouveau) (Règles de financement des campagnes électorales) (p. 2044). - Article 29 vicies et tableau annexé (nouveaux) (Découpage des circonscriptions électorales et démission d'office) (p. 2067). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2087, 2088).

- **Proposition de loi visant à l'abrogation du délit de racolage public** [n° 440 (2012-2013)] - (28 mars 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Discussion générale (p. 2545). (p. 2548, 2549).

- **Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales** [n° 385 (2012-2013)] - (3 avril 2013) - Discussion générale (p. 2654, 2657).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (4 avril 2013) - Discussion générale (p. 2722, 2723).

- **Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale** - Rappel au règlement (p. 2744).

- Suite de la discussion (5 avril 2013) - Exception d'irrecevabilité (p. 2821, 2822). - Organisation des travaux (p. 2846, 2847).

- Suite de la discussion (8 avril 2013) - Article 1er (Texte non modifié par la commission) (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2924, 2925).



Régions. « *Il nous faut des régions fortes, qui agiront non pas contre les départements, contre les communes ou les communautés, mais avec elles, des régions capables d'intervenir dans le domaine de l'économie et pour l'emploi, car ce sont les préoccupations fondamentales de nos concitoyens.* » Jean-Pierre Sueur, 5 avril 2013

- Suite de la discussion (9 avril 2013) (p. 2979). - Demande de réserve (p. 3029). - Article 1er bis A (Texte non modifié par la commission) (art. 34-1 [nouveau] du code civil - Contrôle et surveillance par le ministère public de l'établissement des actes d'état civil) (p. 3030).

- Suite de la discussion (10 avril 2013) - Article 2 A (nouveau) (art. 225-1 [nouveau] du code civil - Possibilité d'usage, par l'un des époux, du nom de l'autre époux) (p. 3126). - Article 2 (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - Dévolution du nom de famille

en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière) (p. 3132, 3133). (p. 3134).

- Suite de la discussion (11 avril 2013) (p. 3154, 3155). - Article 3 (Texte non modifié par la commission) (art. 361 et 363 du code civil - Dévolution du nom de famille en cas d'adoption simple) (p. 3161, 3162). - Article 4 (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil) (p. 3164, 3165). (p. 3174, 3175).

- Suite de la discussion (12 avril 2013) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 3285, 3286).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral** - Nouvelle lecture [n° 504 (2012-2013)] - (15 avril 2013) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 477 (2012-2013) (p. 3300, 3301).

- Président de la commission des lois - Article 8 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 210-1 du code électoral - Déclaration de candidature et seuil d'accès au second tour) (p. 3318). (p. 3318).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux** - Commission mixte paritaire [n° 477 (2012-2013)] - (15 avril 2013) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 504 (2012-2013).

- Rappel au règlement - (15 mai 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 4140).

- **Proposition de loi visant à inscrire la notion de préjudice écologique dans le code civil** [n° 520 (2012-2013)] - (16 mai 2013) - Discussion générale (p. 4216).

- **Questions cibles thématiques sur la politique de lutte contre le terrorisme dans notre pays** - (16 mai 2013) (p. 4219). (p. 4220).

- Rappel au règlement - (30 mai 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 5013).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles** [n° 581 (2012-2013)] - (30 mai 2013) - Discussion générale (p. 5031, 5033). - Demande de renvoi à la commission (p. 5097, 5098).

- Suite de la discussion (31 mai 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rappel au règlement (p. 5109, 5110). - Articles additionnels avant l'article 1er (p. 5116, 5117). - Article 1er (Supprimé) (Principe de libre coordination des interventions des collectivités territoriales) (p. 5131). - Article 3 (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences) (p. 5159, 5160). (p. 5172, 5173). (p. 5176). - Motion d'ordre (p. 5177, 5178). - Article 4 (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 5197).

- Mise au point au sujet d'un vote - (3 juin 2013) (p. 5218).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles** [n° 581 (2012-2013)] (suite) - (3 juin 2013) - Article 20 (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveaux] du code général des

collectivités territoriales - Statut particulier de la Métropole de Lyon) (p. 5303, 5304).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Demande de réserve (p. 5323).

- Suite de la discussion (4 juin 2013) - Article 20 (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la Métropole de Lyon) (p. 5368). - Article 31 (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5396, 5397). (p. 5413). (p. 5419).

- Suite de la discussion (5 juin 2013) (p. 5470). - Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés) (p. 5473). - Article 30 (précédemment réservé) (art. L. 5218-1 à L. 5218-5 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Dérogations au régime métropolitain de droit commun) (p. 5480). - Article 32 bis (nouveau) (art. L. 4221-1 du code général des collectivités territoriales - Prise en compte, par les régions, des orientations économiques prises par une métropole) (p. 5553, 5554).

- **Hommage à un jeune homme agressé à Paris** - (6 juin 2013) (p. 5593).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles** [n° 581 (2012-2013)] (suite) - (6 juin 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Article 40 (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - Abaissement du seuil de création d'une communauté urbaine) (p. 5605). (p. 5609). - Mise au point au sujet d'un vote (p. 5637). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 5670, 5671).

- **Proposition de loi relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales** - Deuxième lecture [n° 636 (2012-2013)] - (12 juin 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Article 18 (réservé) (art. L. 123-4, L. 123-4-1 (nouveau), L. 123-5 et L. 542-2 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale, CCAS) (p. 5769, 5770).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution** - Deuxième lecture [n° 633 (2012-2013)] - (12 juin 2013) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 634 (2012-2013) (p. 5779, 5781).

- Rapporteur - Article 4 (Modalités du recueil des soutiens) (p. 5789).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution** - Deuxième lecture [n° 634 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 633 (2012-2013). - (12 juin 2013) - rapporteur - Article 1er A (art. L. 558-37 (nouveau) du code électoral - Encadrement du financement des actions tendant à favoriser ou défavoriser le recueil des soutiens) (p. 5791).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Article 3 quater (p. 5793).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs** [n° 377 (2012-2013)] - (18 juin 2013) - président de la commission des lois cons-

titutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Articles additionnels avant l'article 1er (p. 5917). (p. 5917). (p. 5917). (p. 5918, 5919). (p. 5920). (p. 5921). - Article 1er (art. L. 285 du code électoral - Abaissement de 1 000 à 800 du nombre d'habitants ouvrant droit à l'élection d'un délégué supplémentaire dans les communes de plus de 30 000 habitants) (p. 5934). - Articles additionnels après l'article 1er (p. 5943). (p. 5947). - Article 3 (art. L. 295 du code électoral - Application du scrutin de liste à la représentation proportionnelle à un tour pour l'élection des sénateurs) (p. 5963).

- **Retrait de l'ordre du jour d'une proposition de loi** - (18 juin 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 5972).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (25 juin 2013) - président de la commission des lois (p. 6436, 6437).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires** - Deuxième lecture [n° 682 (2012-2013)] - (26 juin 2013) - Article 23 ter (Texte non modifié par la commission) (art. L. 2223-34-1 du code général des collectivités territoriales - Détermination des conditions d'affectation des bénéficiaires des contrats de prestations d'obsèques) (p.

Péréquation. « Tandis que certaines collectivités ont beaucoup de ressources et moins de charges – je ne veux pas dire qu'elles dépensent cet argent inutilement ! –, d'autres, qu'elles appartiennent au monde rural, au monde urbain ou aux zones intermédiaires, ne disposent pas des ressources proportionnelles aux charges très lourdes qui leur incombent, en particulier dans le domaine du logement. ». Jean-Pierre Sueur, 6 juin 2013



6521, 6522).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales** [n° 631 (2012-2013)] - (2 juillet 2013) - Discussion générale (p. 6703, 6705).

- **Projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature** [n° 625 (2012-2013)] - (3 juillet 2013) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 676 (2012-2013) (p. 6796, 6797). (p. 6812).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique** [n° 676 (2012-2013)] - (3 juillet 2013) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi constitutionnelle n° 625 (2012-2013).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique** [n° 723 (2012-2013)] - (9 juillet 2013) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 724 (2012-2013) (p. 6983, 6987).

- Rapporteur - Exception d'irrecevabilité (p. 7014, 7015). - Question préalable (p. 7020, 7021). - Demande de renvoi à la commission (p. 7025, 7026). (p. 7027).

- Suite de la discussion (12 juillet 2013) - Exception d'irrecevabilité (p. 7047). - Question préalable (p. 7050). - Article additionnel avant l'article 1er (p. 7051). - Article 1er (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 [nouveau], L.O. 135-5 [nouveau], L.O. 135-6 [nouveau], L.O. 136-2, L.O. 136-4 à L.O. 136-19 [nouveaux] et L.O. 296-1 [nouveau] du code électoral et art. 2 bis [nouveau] de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983 relative aux sénateurs représentant les Français établis hors de France - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des parlementaires) (p. 7055). (p. 7056, 7057). (p. 7057). (p. 7059). (p. 7085, 7086). (p. 7087, 7088). (p. 7089, 7091). (p. 7092). (p. 7095). (p. 7098, 7099). (p. 7100). (p. 7101).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Exception d'irrecevabilité (p. 7102). - Rappel au règlement (p. 7103). - Exception d'irrecevabilité (p. 7105).

- Rapporteur (p. 7106, 7107). (p. 7108). - Discussion générale (p. 7110). - Articles additionnels après l'article 1er (p. 7111). (p. 7112). - Article 2 (art. L.O. 140, L.O. 145, L.O. 145-1 et L.O. 145-2 [nouveaux], L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 147, L.O. 147-1 [nouveau], L.O. 149, L.O. 151-1, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code

électoral - Incompatibilités parlementaires) (p. 7116). (p. 7128, 7130).

- Suite de la discussion (15 juillet 2013) - Article 2 (art. L.O. 140, L.O. 145, L.O. 145-1 et L.O. 145-2 [nouveaux], L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 147, L.O. 147-1 [nouveau], L.O. 149, L.O. 151-1, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilités parlementaires) (p. 7166). - Articles additionnels après l'article 2 (p. 7168). (p. 7169). - Article 2 bis A (nouveau) (art. 4 et 6 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel - Incompatibilités professionnelles applicables aux membres du Conseil constitutionnel) (p. 7170). (p. 7171, 7172). - Article 2 bis (nouveau) (art. L.O. 153 du code électoral - Interdiction pour un parlementaire nommé membre du Gouvernement de percevoir une indemnité parlementaire pendant le délai d'option) (p. 7174). - Articles additionnels après l'article 2 bis (p. 7174, 7175). (p. 7176). - Article 3 (art. 1er, 4, 6 et 7 de l'ordonnance n° 58-1099 du 17 novembre 1958 portant loi organique pour l'application de l'article 23 de la Constitution - Indemnités et interdiction d'activités des membres du Gouvernement et des anciens membres du Gouvernement) (p. 7176). - Article 4 (tableau annexé à la loi n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Avis des commissions permanentes des assemblées parlementaires sur la nomination du président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7177). - Article 4 bis A (nouveau) (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel - Réduction du remboursement des dépenses électorales d'un candidat à l'élection présidentielle en cas d'omission de déclaration ou de déclaration inexacte) (p. 7177). (p. 7178). - Article 4 bis (art. 4 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel - Actualisation d'une référence au code électoral) (p. 7178). - Articles additionnels après l'article 4 bis (p. 7180). (p. 7180, 7181). (p. 7190). - Article 6 (nouveau) (art. 64, 114, 161 et 195 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Coordination avec le statut de la Nouvelle-Calédonie) (p. 7191). - Article 7 (nouveau) (art. 109 et 160 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Coordination avec le statut de la Polynésie française) (p. 7192). - Article 7 bis (nouveau) (art. L.O. 6221-1, L.O. 6231-1 et L.O. 3431-1 du code général des collectivités territoriales - Coordination avec les statuts de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 7192). - Article 8 (nouveau) (Application des dispositions relatives à l'administration, à la réglementation et la législation fiscale dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie) (p. 7192). - Articles additionnels après l'article 8 (p. 7192). (p. 7193). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 7200, 7201).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique** [n° 724 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 723 (2012-2013). - (15 juillet 2013) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Demande de renvoi à la commission (p. 7204, 7205). - Article 1er (Obligation de dignité, de probité et d'intégrité dans l'exercice des fonctions) (p. 7206, 7207). (p. 7207). - Article 2 (Définition du conflit d'intérêts et obligations d'abstention) (p. 7209). (p. 7210, 7211). (p. 7211). - Article 2 bis (art. 4 quater [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Rôle des bureaux des assemblées parlementaires dans la prévention et le traitement des conflits d'intérêts) (p. 7212). (p. 7213). (p. 7213). - Articles additionnels après l'article 2 bis (p. 7215). - Article 3 (Déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts des membres du Gouvernement) (p. 7219). (p. 7219). (p. 7219). (p. 7220). (p. 7221). (p. 7221). (p. 7221). - Article 4 (Contrôle et publication des déclarations de situation patrimoniale et des déclarations d'intérêts des membres du Gouvernement) (p. 7223). (p. 7223). (p. 7224). (p. 7224). (p. 7225). (p. 7225). (p. 7225). (p. 7225). (p. 7225). - Article 5 (Assistance de l'administration fiscale à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7226). (p. 7226). - Article 6 (Contrôle de la variation de la situation patrimoniale des



Séparation des pouvoirs. « La transparence, le contrôle et le respect de la vie privée seront des garanties pour la démocratie. On sert toujours la République lorsqu'on écrit des lois qui réconcilient les citoyens avec la chose publique. » Jean-Pierre Sueur, 9 juillet 2013

membres du Gouvernement par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7227). (p. 7227). - Article 8 (Vérification de la situation fiscale des membres du Gouvernement) (p. 7228). - Article 9 (Pouvoir d'injonction de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique en cas de conflit d'intérêts d'un membre du Gouvernement) (p. 7229). - Article 10 (Périmètre des autres responsables publics soumis à l'obligation d'établir une déclaration de situation patrimoniale et une déclaration d'intérêts) (p. 7230). (p. 7230). (p. 7231). (p. 7232). (p. 7233). (p. 7233). - Article 11 (Publicité des déclarations de situation patrimoniale et des déclarations d'intérêts des autres responsables publics) (p. 7234). (p. 7234). - Articles additionnels après l'article 11 (p. 7238). (p. 7238). (p. 7238). (p. 7239). - Division additionnelle avant l'article 11 bis A (p. 7239). - Article 11 bis A (art. L.52-8-1 [nouveau] du code électoral - Interdiction de l'utilisation des dotations versées aux membres du Parlement pour l'exercice de leur mandat à des fins électorales) (p. 7239). - Article 11 bis (art. 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence de la vie politique - Modalités de répartition du financement public des partis politiques) (p. 7240). - Article 11 ter (art. 11-4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence de la vie politique - Encadrement des dons et cotisations des personnes physiques aux partis ou groupements politiques) (p. 7242). (p. 7242). - Articles additionnels après l'article 11 ter (p. 7243). (p. 7243). (p. 7245). - Article 11 quater (nouveau) (art. 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence de la vie politique - Encadrement des dons et cotisations des personnes physiques aux partis ou groupements politiques) (p. 7245). - Article additionnel après l'article 11 quater (p. 7246). - Article 12 (Composition et organisation de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7247). (p. 7249). (p. 7250). (p. 7250). (p. 7251). - Article 13 (Missions et saisine de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7252). (p. 7252). (p. 7253). - Articles additionnels après l'article 13 (p. 7253). (p. 7254). - Article 14 (Communication par la Haute autorité des cas de manquements aux obligations) (p. 7255). (p. 7255). - Articles additionnels après l'article 16 (p. 7258). - Article 17 (supprimé) (Dispositif de protection des personnes signalant un conflit d'intérêts contre toute sanction ou discrimination à leur égard) (p. 7259). - Article 18 (Sanctions pénales applicables aux infractions aux règles relatives aux déclarations de situation patrimoniale et aux déclarations d'intérêts) (p. 7261). (p. 7261). (p. 7261). - Article 19 (art. 131-26-1 [nouveau], 324-7 et 432-17 du code pénal, art. L. 117 du code électoral, art. 1741, 1774 et 1837 du code général des impôts, art. L. 241-3 et L. 242-6 du code de commerce - Instauration d'une peine d'inéligibilité de dix ans pour les membres du Gouvernement et les élus condamnés à l'interdiction des droits civiques, civils et de famille) (p. 7262). - Article additionnel après l'article 19 bis (p. 7262). - Article 20 (art. 432-13 du code pénal - Modification du champ d'application et alourdissement des peines encourues pour le délit de « pantouflage ») (p. 7263). - Article additionnel après l'article 22 ter (p. 7265).

- Rappel au règlement - (17 juillet 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 7324, 7325).

- Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)] - (17 juillet 2013) - Demande de priorité (p. 7359).

- Président - Article 1er bis (art. 131-38 du code pénal - Augmentation du montant de l'amende encourue par les personnes morales) (p. 7375).

- Suite de la discussion (18 juillet 2013) - Demande de priorité (p. 7456). - Article 15 (priorité) (Chapitre 1er du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 705, 705-1, 705-2, 705-3 et 705-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création et définition des compétences du procureur de la République financier) (p. 7476).

- **Proposition de loi fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller de Paris** [n° 781 (2012-2013)] - (23 juillet 2013) - Discussion générale (p. 7597, 7598).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique** - Nouvelle lecture [n° 797 (2012-2013)] - (25 juillet 2013) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 798 (2012-2013) (p. 7737, 7739).

- Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Question préalable sur le projet de loi organique (p. 7749). - Article 1er A (supprimé) (Définition des conflits d'intérêts applicable aux membres du Parlement) (p. 7753). - Article 1er (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 à L.O. 135-6 [nouveaux], L.O. 136-2 du code électoral - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des députés et sénateurs) (p. 7758). (p. 7767, 7768). (p. 7773). - Article 2 (art. L.O. 145, L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 149, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilité du mandat parlementaire avec l'exercice de fonctions de conseil et de fonctions au sein d'entreprises travaillant essentiellement pour des personnes publiques - Suppression des dispositions relatives à la déclaration d'activités extraparlamentaires) (p. 7776). (p. 7778). - Article 4 ter (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Publicité de la réserve parlementaire) (p. 7782). (p. 7783, 7784). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 7786).



Conseil constitutionnel. « *S'agissant des membres du Conseil constitutionnel, la commission a souhaité qu'ils puissent exercer des activités scientifiques, littéraires, artistiques, ce qui est déjà prévu dans le statut des magistrats. Quant à la question de l'absence de lien entre ces activités annexes et la fonction des membres du Conseil constitutionnel, la meilleure solution est de se référer à l'éthique, fondée sur l'indépendance de ces derniers.* ». Jean-Pierre Sueur, 15 juillet 2013

tions de vote sur

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique** - Nouvelle lecture [n° 798 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 797 (2012-2013). - (25 juillet 2013) - rapporteur - Article 2 (Définition du conflit d'intérêts et obligations d'abstention) (p. 7787). - Article 3 (Obligation de déclaration de situation patrimoniale et de déclaration d'intérêts des ministres) (p. 7789). (p. 7789). - Article 4 (Publicité de la déclaration de situation patrimoniale et de la déclaration d'intérêts des ministres) (p. 7790). - Article 5 (Accès de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique aux informations de nature fiscale) (p. 7791). - Article 10 (Obligation de déclaration de situation patrimoniale et de déclaration d'intérêts des parlementaires européens, des élus locaux, des membres des cabinets ministériels, des collaborateurs du président de la République et des présidents des assemblées parlementaires, des membres des autorités indépendantes, des titulaires d'emplois à la décision du Gouvernement et des dirigeants d'organismes publics) (p. 7792). (p. 7792). - Article 11 (Publicité de la déclaration de situation patrimoniale et de la déclaration d'intérêts des parlementaires européens, des élus locaux, des membres des cabinets ministériels, des collaborateurs du président de la République et des présidents des assemblées parlementaires, des membres des autorités indépendantes, des titulaires d'emplois à la décision du Gouvernement et des dirigeants d'organismes publics) (p. 7793). (p. 7795). (p. 7796). - Article 11 bis (art. 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Modalités de répartition du financement public des partis politiques) (p. 7798). - Article 11 ter (art. 11-4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Réforme des dons et cotisations aux partis politiques) (p. 7799). - Article 11 quater A (art. 11-5 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Sanction de la méconnaissance du plafond de dons et cotisations aux partis politiques) (p. 7800). - Article 11 quater (art. 11-7, 11-7-1 [nouveau] et 11-8 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Obligations comptables des partis politiques) (p. 7801). (p. 7802). - Article 12 (Composition et organisation de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7803). (p. 7803). - Article 13 (Missions et saisine de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7804). - Article 17 (Protection des lanceurs d'alerte) (p. 7805). - Article 18 (Infractions pénales liées aux dé-

clarations de situation patrimoniale, aux déclarations d'intérêts et au pouvoir d'injonction de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7808). - Article 19 bis (supprimé) (art. 432-12 du code pénal - Définition de l'intérêt pouvant ouvrir la sanction de la prise illégale d'intérêts) (p. 7808). (p. 7809).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes** [n° 808 (2012-2013)] - (16 septembre 2013) - Discussion générale (p. 8418, 8420).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur** [n° 734 (2012-2013)] - (18 septembre 2013) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013) (p. 8610, 8611). (p. 8647, 8648).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Article 1er (art. L.O. 141-1 [nouveau] du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale) (p. 8661, 8662).

- Suite de la discussion (19 septembre 2013) - Rappel au règlement (p. 8691). - Articles additionnels après l'article 1er quater (p. 8696). - Mise au point au sujet d'un vote (p. 8697). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 8737, 8738).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de**

représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013). - (19 septembre 2013) - président de la commission des lois - Explications de vote sur l'ensemble (p. 8751).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles** - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)] - (2 octobre 2013) - Discussion générale (p. 8886, 8888).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Motion d'ordre (p. 8904). - Demande de réserve (p. 8924). - Article 4 (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 8944, 8945).

- Suite de la discussion (3 octobre 2013) (p. 8960). (p. 8963, 8964). (p. 8968, 8969). - Article 5 (supprimé) (art. L. 1111-9-2 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Conséquence de la signature des projets de conventions territoriales d'exercice concerté d'une compétence) (p. 8971).

- Pré - Article 12 (précédemment réservé) (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris) (p. 9049, 9050).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 9075, 9076).

- Suite de la discussion (4 octobre 2013) (p. 9108, 9109). (p. 9135). (p. 9154, 9155).

- **Proposition de loi portant création d'un Conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics** - Deuxième lecture [n° 18 (2013-2014)] - (7 octobre 2013) - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 20 (2013-2014) (p. 9232, 9233).

- **Proposition de loi organique tendant à joindre les avis rendus par le Conseil national d'évaluation des normes aux projets de loi relatifs aux collectivités territoriales et à leurs groupements** [n° 20 (2013-2014)] - (7 octobre 2013) - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 18 (2013-2014).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles** - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)] - (7 octobre 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Article 35 AA (supprimé) (Modalités d'élection des conseillers métropolitains) (p. 9269, 9270). - Article 35 E (Texte non modifié par la commission) (Dispositions transitoires) (p. 9294). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 9342, 9343).

- **Projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie** - Commission mixte paritaire [n° 59 (2013-2014)] - (17 octobre 2013) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 58 (2013-2014) (p. 9728).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer** - Commission mixte paritaire [n° 58 (2013-2014)] - (17 octobre 2013) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 59 (2013-2014).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale** [n° 51 (2013-2014)] - (21 octobre 2013) - Discussion générale (p. 9779, 9781).

- Rapporteur pour avis de la commission des lois - Article 4 quinquies (nouveau) (art. L. 143-5 du code des juridictions financières - Transmission des observations de la Cour des comptes aux commissions chargées de la défense et des affaires étrangères) (p. 9811, 9812). - Article 5 (Texte non modifié par la commission) (art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - Renforcement des prérogatives de la délégation parlementaire au renseignement) (p. 9812). (p. 9813). (p. 9813). (p. 9816, 9817). (p. 9817). (p. 9818). (p. 9819). - Article 6 (Texte non modifié par la commission) (art. 154 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2012 - Absorption de la commission de vérification des fonds spéciaux par la délégation parlementaire au renseignement) (p. 9821). (p. 9822). - Article 10 (art. L. 232-7 nouveau du code de la sécurité intérieure - Création à titre expérimental d'un nouveau traitement relatif aux données API et PNR des transporteurs aériens) (p. 9823, 9824). (p. 9824). (p. 9825). (p. 9825, 9826). - Article 13 (texte non modifié par la commission) (art. L. 34-1, L. 34-1-1 du code des postes et des communications électroniques, art. 6 de la loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, art. L. 222-2 et L.222-3 du code de sécurité intérieure - Clarification du cadre juridique relatif à la géolocalisation en temps réel) (p. 9829). (p. 9831). - Article 17 (Texte non modifié par la commission) (art L. 211-7 du code de justice militaire - Clarification de la notion de "mort au combat") (p. 9833). (p. 9835).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon** [n° 134 (2013-2014)] - (20 novembre 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Articles additionnels avant le chapitre Ier (p. 11666, 11667).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution** - Commission mixte paritaire [n° 111 (2013-2014)] - (21 novembre 2013) - Discussion générale



Conseil national d'évaluation des normes. « Cette instance que sera le Conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités locales ne sera pas une instance de trop. Non seulement parce qu'elle se substitue à une autre, mais surtout parce qu'elle aura un rôle très précieux à jouer. Celui de travailler en amont. Tout projet de loi ou de décret passera par le filtre de cette instance où siégeront essentiellement des représentants des élus locaux. » Jean-Pierre Sueur, 7 octobre 2013

au combat") (p.

commune avec celle du projet de loi n° 112 (2013-2014) (p. 11742, 11745).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Article 1er (art. 45-1 à 45-6 (nouveaux) de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel - Examen par le Conseil constitutionnel d'une proposition de loi présentée en application de l'article 11 de la Constitution) (p. 11751).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution** - Commission mixte paritaire [n° 112 (2013-2014)] - (21 novembre 2013) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 111 (2013-2014).

- **Questions cribles thématiques sur la sécurité et les chiffres de la délinquance** - (21 novembre 2013) (p. 11777). (p. 11777).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale** - Deuxième lecture [n° 196 (2013-2014)] - (10 décembre 2013) - Discussion générale (p. 12576, 12577).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage** [n° 198 (2013-2014)] - (12 décembre 2013) - Discussion générale (p. 12742).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles** - Commission mixte paritaire [n° 240 (2013-2014)] - (19 décembre 2013) - Discussion générale (p. 13157, 13159).

2014

- **Projet de loi relatif à la géolocalisation** [n° 285 (2013-2014)] - (20 janvier 2014) - Discussion générale (p. 364, 367). (p. 374).

- Rapporteur (p. 375). - Article 1er (art. 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-36, 230-37, 230-38 [nouveaux] du code de procédure pénale - Géolocalisation dans le cadre des enquêtes et de l'instruction) (p. 378). (p. 378). (p. 379). (p. 380). (p. 381). (p. 382). (p. 383). (p. 384). (p. 385). (p. 385, 386). - Article 2 (Texte non modifié par la commission) (art. 61 bis-2 du code des douanes - Opérations de géolocalisation menées par les agents des douanes) (p. 386). - Articles additionnels après l'article 2 (p. 387). (p. 388).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures** [n° 289 (2013-2014)] - (21 janvier 2014) - Discussion générale (p. 443, 445).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat** - Deuxième lecture [n° 291 (2013-2014)] - (22 janvier

2014) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Article 1er A (Texte non modifié par la commission) (art. 432-12 du code pénal - Clarification du champ des poursuites de la prise illégale d'intérêt) (p. 541). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 557, 558).

- Rappel au règlement - (23 janvier 2014) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 594, 595).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures** [n° 289 (2013-2014)] - (23 janvier 2014) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation,

du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Article 3 (Supprimé) (Habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnance, à une réforme complète des dispositions du code civil relatives au droit des contrats et des obligations) (p. 628, 629). (p. 633, 634). - Article 9 (art. L. 421-11, L. 911-4, L. 971-2, L. 972-2, L. 973-2 et L. 974-2 du code de l'éducation, code général des collectivités territoriales, dont ses articles L. 2121-34, L. 2213-14 et L. 2223-21-1, code de la route, code de la sécurité intérieure, code du sport, code des transports, loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale - Diverses dispositions et habilitations du Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures nécessaires en matière d'administration territoriale - Mesures d'application directe correspondantes) (p. 640, 641). (p. 641, 642). - Article 16 (Délais d'adoption des ordonnances et des projets de loi de ratification associés) (p. 652).



Droit funéraire. « *En cette matière, il est heureux que la commission des lois ait pris l'initiative de confier un rapport à Jean-René Lecerf et à moi-même, puis de nous confier le soin de faire une proposition de loi. En effet, il était urgent de réformer le droit funéraire, mais aucun gouvernement ne pensait que cela était utile, urgent ou nécessaire, si bien qu'il nous a fallu deux ans d'efforts pour que la proposition de loi que nous avons élaborée soit enfin adoptée à l'unanimité par le Sénat et l'Assemblée nationale.* » Jean-Pierre Sueur, 23 janvier 2014

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové** - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)] - (31 janvier 2014) - Article 73 (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Dispositions relatives au règlement du plan

local d'urbanisme) (p. 1181). (p. 1181). (p. 1181, 1182). (p. 1186). (p. 1188). (p. 1195). (p. 1195). (p. 1195). - Article 84 ter (Suppression maintenue) (art. 230 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux - Dispositions relatives au domaine de Chambord) (p. 1203, 1204). (p. 1207, 1208). - Article 63 (précédemment réservé) (art. L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5216-5 et L. 5211-62 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Compétences des communautés de communes et des communautés d'agglomérations en matière de carte communale et de plan local d'urbanisme) (p. 1222). - Article 64 (précédemment réservé) (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme ; art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD) (p. 1228). (p. 1228). (p. 1228). (p. 1229). (p. 1229). (p. 1231). (p. 1231). (p. 1232). (p. 1232). (p. 1232). (p. 1233). (p. 1233). (p. 1234). (p. 1234). - Article 65 (précédemment réservé) (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT) (p. 1237). (p. 1237). (p. 1237, 1238). (p. 1239). (p. 1239).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage** [n° 198 (2013-2014)] - (11 février 2014) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Articles additionnels avant l'article 1er (p. 1489, 1490). (p. 1498, 1499).

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections** - Deuxième lecture [n° 339 (2013-2014)] - (12 février 2014) - Discussion générale (p. 1547).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales** [n° 381 (2013-2014)] - (24 février 2014) - Discussion générale (p. 2271, 2272).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Article 1er (art. 61-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Droits du suspect entendu dans le cadre d'une audition libre) (p. 2275, 2276).

- **Projet de loi relatif à la géolocalisation - Commission mixte paritaire** [n° 375 (2013-2014)] - (24 février 2014) - Discussion générale (p. 2291, 2293). - Article 2 (Opérations de géolocalisation menées par les agents des douanes) (p. 2302).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon** - Deuxième lecture [n° 383 (2013-2014)] - (26 février 2014) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Vote sur l'ensemble (p. 2439).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes** - Deuxième lecture [n° 444 (2013-2014)] - (17 avril 2014) - président de la commission des lois - Article 18 quater (art. L. 273-10 du code électoral - Clarification des règles de rem-

placement des conseillers communautaires) (p. 3438).

- **Proposition de loi relative à la réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive** [n° 468 (2013-2014)] - (29 avril 2014) - Discussion générale (p. 3538,

3539).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire** [n° 123 (2013-2014)] - (30 avril 2014) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Article unique (p. 3624).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté** - Deuxième lecture [n° 498 (2013-2014)] - (15 mai 2014) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 4006).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales** - Commission mixte paritaire [n° 528 (2013-2014)] - (15 mai 2014) - Discussion générale (p. 4014, 4016).

- **Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums** [n° 546 (2013-2014)] - (27 mai 2014) - Discussion générale (p. 4308, 4310).

- **Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale** - Article 1er (Modalités d'établissement des schémas régionaux des crématoriums) (p. 4319). (p. 4320). - Article 3 (Dates de mise en place et de révision des schémas régionaux de crématoriums) (p. 4322).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation** [n° 548 (2013-2014)] - (27 mai 2014) - Article unique (art. 5, 7 et 8 de la Charte de l'environnement de 2004 - Prise en compte de la recherche scientifique et de l'innovation technologique dans la Charte de l'environnement au titre du principe de précaution) (p. 4351).

- **Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles** [n° 368 (2013-2014)] - (28 mai 2014) - Discussion générale (p. 4375).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire** - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)] - (4 juin 2014) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Article 44 quater (Texte non modifié par la commission) (art. 2 bis de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Possibilité pour un mineur de devenir membre d'une association) (p. 4575).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le terrorisme** - (5 juin 2014) (p. 4628).

- **Proposition de loi visant à créer des polices territoriales et portant dispositions diverses relatives à leur organisation et leur fonctionnement** [n° 609 (2013-2014)] - (16 juin 2014) - Article 14 (art. L. 511-2 du code de la sécurité intérieure - Transmission préalable à l'agrément du certificat de formation initiale) (p. 4849).

- **Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants** [n° 611 (2013-2014)] - (17 juin 2014) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 4923, 4924).

- Création d'une commission spéciale - (18 juin 2014) (p. 5014, 5015).

- **Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin** [n° 613 (2013-2014)] - (19 juin 2014) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 5089, 5090).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales** [n° 642 (2013-2014)] - (24 juin 2014) - Discussion générale (p. 5215, 5216).

- Suite de la discussion (25 juin 2014) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Question préalable (p. 5247). - Article 6 bis (art. 132-44, 132-45 et 132-52 du code pénal - Modifications du régime de l'emprisonnement assorti du sursis avec mise à l'épreuve, SME) (p. 5264). - Article 7 (art. 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal ; art. 474 et 723-15 du code de procédure pénale - Seuil d'aménagement des peines d'emprisonnement) (p. 5267). - Article 7 quinquies A (nouveau) (art. 122-1 du code pénal ; art. 362, 706-136-1 [nouveau], 706-137, 706-139, 721 et 721-1 du code de procédure pénale - Atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits) (p. 5277). (p. 5278). - Article 8 (art. 131-3, 131-4-1 [nouveau], 131-9, 131-36-2, 132-45 du code pénal ; art. 720-1, 720-1-1, 723-4, 723-10, 723-20 et 723-25 du code de procédure pénale - Conditions du prononcé et contenu de la peine de contrainte pénale) (p. 5287). (p. 5287). - Article 8 ter (nouveau) (art. 131-5-1, 131-6, 131-8, 131-8-1, 131-21, 331-3, 313-5, 321-1, 322-1 et 434-10 du code pénal ; art. L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1, L. 234-8, L. 234-16, L. 235-3 et L. 235-1 du code de la route ; art. 62-2, 138 et 395 du code de procédure pénale - Contrainte pénale encourue à titre de peine principale, à la place de l'emprisonnement, pour certains délits) (p. 5295, 5296).

- Suite de la discussion (26 juin 2014) - Article 15 quater (art. L. 132-5, L. 132-10-1 [nouveau], L. 132-12-1, L. 132-13 du code de la sécurité intérieure - Possibilité de constitution d'un groupe de travail sur l'exécution des peines au sein des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance, des conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance - Consécration des conseils départementaux de prévention de la délinquance pour élaborer les grandes orientations de la politique d'exécution des peines et de prévention de la récidive) (p. 5361). - Article 19 B (nouveau) (art. 2, 3, 6, 8, 8-2, 9, 10, 12, 13, 24-1, 24-2, 24-3, 24-5, 24-6, 24-7 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ; art. 251-7 et 251-8 du code de l'organisation judiciaire - Suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs) (p. 5376, 5377). (p. 5379). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 5387, 5388).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (30 juin 2014) (p. 5405, 5406).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier**

électoral [n° 635 (2013-2014)] - (3 juillet 2014) - Discussion générale (p. 5519, 5520).

- Suite de la discussion (4 juillet 2014) - Article 1er (Nouvelle carte régionale) (p. 5601).

- **Projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive** - Commission mixte paritaire [n° 691 (2013-2014)] - (17 juillet 2014) - Discussion générale (p. 6255, 6256).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes** - Commission mixte paritaire [n° 761 (2013-2014)] - (23 juillet 2014) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 6746).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme** [n° 10 (2014-2015)] - (15 octobre 2014) - Discussion générale (p. 7061, 7062). - Article 1er (Chapitre IV [nouveau] du titre II du livre II, art. L. 224-1 et L. 232-8 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Création d'un dispositif d'interdiction de sortie du territoire) (p. 7085). (p. 7086). (p. 7090, 7091). (p. 7092). (p. 7092). (p. 7093).

- Suite de la discussion (16 octobre 2014) - Article 9 (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique - Lutte contre la provocation au terrorisme et l'apologie des faits de terrorisme sur internet) (p. 7133, 7134). (p. 7136, 7137). (p. 7140). (p. 7141). (p. 7142). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 7165, 7166).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution** [n° 30 (2014-2015)] - (21 octobre 2014) - Discussion générale (p. 7276, 7277). - Article 5 (Texte non modifié par la commission) (Composition et rôle de la commission chargée de recueillir l'information nécessaire à la mission de la Haute Cour) (p. 7281).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération** [n° 34 (2014-2015)] - (22 octobre 2014) - coauteur de la proposition de loi - Discussion générale (p. 7295, 7296). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 7317).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)] - (29 octobre 2014) - Article 1er A (Rappel des vocations de chaque échelon local) (p. 7458).

- Suite de la discussion (30 octobre 2014) - Article 2 (Détermination du chef-lieu et du nom des nouvelles régions) (p. 7568). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 7620, 7621).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme** - Commission mixte paritaire [n° 38 (2014-2015)] - (4 novembre 2014) - Discussion générale (p. 7674, 7675).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises** [n° 60 (2014-2015)] - (5 novembre 2014) - Article 27 (Habilitation en vue de transposer deux directives européennes relatives aux marchés publics et de simplifier le droit de la commande publique) (p. 7835, 7836).

- **Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires** [n° 553 (2013-2014)] - (19 novembre 2014) -

rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Discussion générale (p. 8434, 8436).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]
Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration
- (28 novembre 2014) - Etat B (p. 9142).

Justice

- (1er décembre 2014) (p. 9276, 9277). - Article 56 quater (nouveau) (Reconnaissance du caractère discriminatoire et abusif



Lutte contre le terrorisme. « Contre le terrorisme, même si beaucoup est fait, il faut encore faire davantage et, en particulier, avec nos partenaires d'Europe et d'ailleurs, lutter avec encore plus d'efficacité contre les réseaux djihadistes et terroristes qui prospèrent sur Internet. » Jean-Pierre Sueur, 5 juin 2014

du licenciement pour faits de grève des mineurs grévistes en 1948 et 1952 et versement d'une allocation forfaitaire) (p. 9283).

Pouvoirs publics

- (5 décembre 2014) (p. 9683).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (5 décembre 2014) (p. 9693, 9694).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes** [n° 145 (2014-2015)] - (15 décembre 2014) - Discussion générale (p. 10346, 10347). - Article 5 A (nouveau) (art. L. 321-2 du code de l'environnement - Champ d'application de la « loi littoral » sur le territoire de la commune nouvelle) (p. 10358). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 10365, 10366).

2015

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (15 janvier 2015) - Article 2 (art. L. 1111-9, L. 1511-1, L. 4251-12 à L. 4251-17 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 711-8 du code de commerce, art. 5-5 du code de l'artisanat, art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique et art. 7 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Renforcement de la compétence des régions en matière de développement économique et création d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) (p. 127). (p. 135, 136).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures** - Nouvelle lecture [n° 216 (2014-2015)] - (22 janvier 2015) - Discussion générale (p. 648, 649).

- Rappel au règlement - (29 janvier 2015) (p. 1035).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes** - Commission mixte paritaire [n° 249 (2014-2015)] - (4 mars 2015) - Discussion générale (p. 2304, 2305).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat** - Commission mixte paritaire [n° 347 (2014-2015)] - (19 mars 2015) - Discussion générale (p. 2767, 2768). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2780, 2781).

- **Question orale sans débat sur la mise en œuvre des devis-modèles en matière funéraire** - (24 mars 2015) (p. 2861). (p. 2862).

- Rappel au règlement - (16 avril 2015) (p. 3908).

- **Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques** [n° 371 (2014-2015)] - (16 avril 2015) - Article 34 (art. 80 quaterdecies, 150-0 D, 182 A ter, 200 A et 223 A du code général des impôts, L. 136-2, L. 136-6, L. 137-13, L. 137-14 et L. 137-15 du code de la sécurité sociale, L. 225-102 et L. 225-197-1 du code de commerce, L. 3332-14 du code du travail et art. 32-3 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Telecom - Aménagement du dispositif d'attribution d'actions gratuites) (p. 3921).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe** - (12 mai 2015) (p. 4863, 4864).

- **Proposition de loi simplifiant les conditions de saisine du conseil national d'évaluation des normes** [n° 436 (2014-2015)] - (20 mai 2015) - Discussion générale (p. 5140, 5141).

- Rapporteur - Article unique (p. 5151). (p. 5152). (p. 5152). (p. 5152, 5153).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** - Deuxième lecture [n° 451 (2014-2015)] - (28 mai 2015) - Article 12 bis (art. L. 2223-40 et L. 2223-40-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Schéma régional des crématatoriums) (p. 5517). - Article 14 (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre et révision des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 5524, 5525).

- **Projet de loi relatif au renseignement** [n° 461 (2014-2015)] - (2 juin 2015) - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 462 (2014-2015) (p. 5865, 5866).

- Suite de la discussion (3 juin 2015) - Article 1er A (nouveau) (art. L. 801-1 [nouveau] du Livre VIII [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Respect de la vie privée et légalité des autorisations de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 5917). (p. 5918). (p. 5919). - Article 1er (Titres 1er à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 5926). (p. 5929). (p. 5933). (p. 5936). (p. 5941). (p. 5942). (p. 5946). (p. 5947). (p. 5947). (p. 5948). (p. 5951, 5952). (p. 5952). (p. 5953). - Article 2 (priorité) (art. L. 851-1, L. 851-3, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6, L. 851-8, L. 851-9, L. 851-9-1, L. 851-10, [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 5966). (p. 5973). (p. 5974). (p. 5974). (p. 5981, 5982). (p. 5990).



Bicamérisme. « Le Sénat joue un rôle essentiel. Car sans bicamérisme, il n'y a pas d'écriture de la loi : ni navette, ni ce travail collectif par lequel, progressivement, mot après mot, phrase après phrase, la loi s'élabore, ne sont possibles. » Jean-Pierre Sueur, 17 juillet 2014

- Suite de la discussion (4 juin 2015) - Article 3 (priorité) (art. L. 853-1, L. 853-2, L. 853-3, L. 854-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Techniques de recueil de renseignement) (p. 6019). - Article 1er (Titres 1er à IV [nouveaux] du Livre VIII [nouveau], art. L. 811-1 à L. 811-4, L. 821-1 à L. 821-7, L. 822-1 à L. 822-6, L. 831-1, L. 832-1 à L. 832-5, L. 833-1 à L. 833-6 et L. 841-1 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Objectifs de la politique publique de renseignement et procédure de mise en œuvre des techniques de recueil de renseignement) (p. 6032). (p. 6032). (p. 6032, 6033). (p. 6033). (p. 6046). (p. 6046). (p. 6047). (p. 6048). (p. 6050). (p. 6053, 6054). (p. 6054). (p. 6055). (p. 6055). (p. 6061). (p. 6061). (p. 6062). (p. 6062, 6063). (p. 6063). (p. 6063). (p. 6064). (p. 6067). (p. 6067). (p. 6068). (p. 6068). (p. 6068). (p. 6071). (p. 6072). (p. 6073). - Article 4 (art. L. 311-4 [nouveau] et L. 773-1 à L. 773-7 [nouveaux] du code de justice administrative - Contentieux de la mise en œuvre des techniques de renseignement) (p. 6086). - Article 11 bis (art. 74-2 et 706-16, art. 706-25-3 à 706-25-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes) (p. 6099). (p. 6100). (p. 6100).

- Suite de la discussion (9 juin 2015) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 6149, 6150).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la commission nationale de contrôle des techniques de renseignement** [n° 462 (2014-2015)] - (2 juin 2015) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 461 (2014-2015).

- **Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale** [n° 508 (2014-2015)] - (18 juin 2015) - Discussion générale (p. 6476).

- **Proposition de loi organique visant à supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014** [n° 510 (2014-2015)] - (18 juin 2015) - Discussion générale (p. 6499).

- **Débat sur le thème : « Comment donner à la justice administrative les moyens de statuer dans des délais plus rapides ? »** - (18 juin 2015) (p. 6512, 6513).

- **Projet de loi relatif au renseignement** - Commission mixte paritaire [n° 521 (2014-2015)] - (23 juin 2015) - Discussion générale (p. 6640, 6642).

- **Projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accès de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté** [n° 546 (2014-2015)] - (29 juin 2015) - Discussion générale (p. 6984, 6985).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc** [n° 583 (2014-2015)] - (15 juillet 2015) - Article unique (p. 7723).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** - Commission mixte paritaire [n° 619 (2014-2015)] - (16 juillet 2015) - Discussion générale (p. 7793, 7794).

- **Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne** - Nouvelle lecture [n° 643 (2014-2015)] - (23 juillet 2015) - Discussion générale (p. 8101, 8102). - Exception d'irrecevabilité (p. 8107).

- **Projet de loi de modernisation de notre système de santé** [n° 654 (2014-2015)] - (30 septembre 2015) - Article 43 bis (Texte non modifié par la commission) (art. L. 1114-1, L. 1451-1, L. 1451-3, L. 1453-1, L. 1453-2, L. 1454-3, L. 1454-3-1 [nouveau] et L. 5442-13 du code de la santé publique - Transparence des liens d'intérêt entre les laboratoires pharmaceutiques et les autres acteurs du monde de la santé) (p. 8938).

- Suite de la discussion (1er octobre 2015) - Article 51 octies (Texte non modifié par la commission) (art. L. 4031-1 du code de la santé publique - Transfert des biens, droits et obligations des unions régionales des professionnels de santé et suppression des fédérations régionales) (p. 9107).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France** [n° 717 (2014-2015)] - (7 octobre 2015) - Article 4 (art. L. 211-2, L. 211-2-1 et L. 311-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Documents ouvrant droit au séjour de plus de trois mois) (p. 9254). - Article 5 (art. L. 311-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Autorisation provisoire de séjour pour les étudiants titulaires d'un master) (p. 9262). - Article 10 bis (art. L. 311-12 du code de l'entrée et du séjour - des étrangers et du droit d'asile - Autorisation provisoire de séjour pour les parents d'enfants malades) (p. 9295).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant** - Deuxième lecture [n° 33 (2015-2016)] - (12 octobre 2015) - Discussion générale (p. 9432).

- Suite de la discussion (13 octobre 2015) - Article 5 (art. L. 223-1, L. 223-2 [nouveau] et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Projet pour l'enfant) (p. 9536, 9537). - Article 12 (Texte non modifié par la commission) (art. 370 du code civil - Conditions de révocation de l'adoption simple) (p. 9546, 9547). - Article 22 (art. 222-31-1, 222-31-2, 222-27-2-1 [nouveau] et L. 227-27-3 du code pénal - Introduction de la notion d'inceste dans le code pénal) (p. 9558).

- **Proposition de loi visant à rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur** [n° 55 (2015-2016)] - (20 octobre 2015) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 9709).

- **Projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public** [n° 94 (2015-2016)] - (26 octobre 2015) - Discussion générale (p. 9863, 9864). - Article 1er (art. 11 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant di-

verses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Suppression du régime de réutilisation dérogatoire applicable aux informations des établissements, institutions, organismes ou services d'enseignement et de recherche ou culturels) (p. 9869). - Article 4 (art. 16 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Déconnexion des licences et des redevances) (p. 9876). - Article 7 (art. 59 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal - Application en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises) (p. 9877). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 9879).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales** [n° 98 (2015-2016)] - (27 octobre 2015) - Discussion générale (p. 9998).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance et l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société** [n° 120 (2015-2016)] - (3 novembre 2015) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 122 (2015-2016) (p. 10247, 10248). - Article 5 (art. 18-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Assouplissement des exigences d'activité ou de diplôme pour les candidats docteurs en droit ou ceux ayant exercé une activité professionnelle en lien avec les fonctions judiciaires) (p. 10279). - Article 21 (art. 7-1 à 7-4 [nouveaux] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Application aux magistrats de règles relatives à la prévention des conflits d'intérêts, à la transparence et à la déclaration de situation patrimoniale) (p. 10304).

- Suite de la discussion (4 novembre 2015) - Article 35 (art. 7-2, 7-3, 41-12, 41-19 et 76-4 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature, art. 36 de la loi organique n° 2007-287 du 5 mars 2007 relative au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats - Entrées en vigueur différées) (p. 10329).

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^{ème} siècle** [n° 122 (2015-2016)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 120 (2015-2016). - (4 novembre 2015) - Article 1er (art. L. 111-2, L. 111-4, L. 141-1 et intitulé du titre IV du livre Ier du code de l'organisation judiciaire, art. 54, 55 et 69-7 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Principes de l'accès au droit et de l'accès à la justice) (p. 10332, 10333). (p. 10335). (p. 10337). (p. 10338). - Article 3 (Conciliation préalable à la saisine de la

juridiction de proximité ou du tribunal d'instance) (p. 10346). - Article 8 (Attribution au tribunal de grande instance des compétences du tribunal des affaires de sécurité sociale et du tribunal du contentieux de l'incapacité et de certaines compétences de

la commission départementale d'aide sociale) (p. 10358). (p. 10359). (p. 10362). - Article 15 (art. L. 130-9, L. 221-2, L. 324-2 du code de la route, art. 45, 230-6, 523, 529-2, 529-7, 529-10 du code de procédure pénale et art. L. 211-27 du code des assurances - Contraventionnalisation de certains délits routiers) (p. 10378). - Article additionnel après l'article 17 (p. 10390, 10391).

- **Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales** - Commission mixte paritaire [n° 130 (2015-2016)] - (5 novembre 2015) - Discussion générale (p. 10433, 10434).

- **Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale** [n° 118 (2015-2016)] - (5 novembre 2015) - auteur de la proposition de loi - Discussion générale (p. 10440, 10441).



Renseignement. « Jusqu'à présent, il n'existait pas de dispositif législatif pour encadrer les services du renseignement. La délégation parlementaire au renseignement a d'ailleurs souligné dans de nombreux rapports combien cela était anormal. Cette anomalie doit prendre fin. Le Renseignement ne peut plus être absent de la loi. ». Jean-Pierre Sueur, 2 juin 2015

- **Projet de loi portant application des mesures relatives à la justice du XXI^{ème} siècle** [n° 122 (2015-2016)] - (5 novembre 2015) - Article 21 (Qualité à agir) (p. 10451, 10452). (p. 10452, 10453). (p. 10453). - Article 44 (art. 4 et 10 ainsi que 11 et 12 [nouveaux] de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Action de groupe en matière de discrimination) (p. 10472, 10473). - Article 45 (art. L. 1134-6 à L. 1134-10 [nouveaux] du code de travail - Régime de l'action de groupe applicable en matière de discrimination au travail par un employeur privé) (p. 10479). - Article additionnel après l'article 45 (p. 10484). - Article 47 (art. L. 721-3, L. 722-6, L. 722-6-1 à L. 722-6-3 [nouveaux], L. 722-17 à L. 722-22 [nouveaux], L. 723-1, L. 723-4, L. 723-5, L. 723-6, L. 723-7, L. 723-8, L. 724-1, L. 724-1-1 [nouveau], L. 724-3, L. 724-3-1 et L. 723-3-2 [nouveaux] et L. 724-4 du code de commerce - Incompatibilités, formation, déontologie et discipline des juges des tribunaux de commerce et compétence des tribunaux de commerce pour les litiges concernant les artisans) (p. 10492). (p. 10494). - Intitulé du projet de loi (p. 10527, 10528). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 10529).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité intérieure et la lutte contre la radicalisation** - (17 novembre 2015) (p. 10971).

- **Débat sur le rôle du bicamérisme** - (18 novembre 2015) (p. 11029, 11030).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre** [n° 376 (2014-2015)] - (18 novembre 2015) - Article 3 (Application dans les îles Wallis et Futuna) (p. 11058).



Enfance. « *Sécuriser le parcours de l'enfant placé est très nécessaire. Il faut tout faire pour que ce parcours soit stable plutôt que chaotique pour que l'enfant ne soit pas ballotté d'une famille d'accueil à un foyer, puis à une autre famille d'accueil et ensuite un autre foyer...* »
Jean-Pierre Sueur, 12 octobre 2015

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions** [n° 178 (2015-2016)] - (20 novembre 2015) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 11164).

- **Projet de loi de finances pour 2016** [n° 163 (2015-2016)]

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (25 novembre 2015) - Articles additionnels après l'article 60 bis (p. 11651, 11652). (p. 11652, 11653).

Justice

- (26 novembre 2015) (p. 11713).

- Question orale sans débat sur le devenir des services financiers de La Poste à Orléans-La Source - (1^{er} décembre 2015) (p. 11975). (p. 11976).

- Question orale sans débat sur le régime fiscal des monuments historiques - (1^{er} décembre 2015) (p. 11977, 11978). (p. 11978).

- **Projet de loi de finances pour 2016** [n° 163 (2015-2016)] (suite)

Seconde partie :

Pouvoirs publics

- (2 décembre 2015) (p. 12111).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (3 décembre 2015) (p. 12308, 12309).

- **Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française** - Commission mixte paritaire [n° 186 (2015-2016)] - (8 décembre 2015) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 12591, 12592).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2015** [n° 227 (2015-2016)] - (11 décembre 2015) - Article 39 bis (nouveau) (art. L. 221-7 du code monétaire et financier - Clarification des relations financières de prêts entre le fonds d'épargne et la Caisse des dépôts et consignations) (p. 12979).

- **Projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public** - Commission mixte paritaire [n° 189 (2015-2016)] - (17 décembre 2015) - Discussion générale (p. 13177, 13178).

- **Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs** [n° 294 (2015-2016)] - (26 janvier 2016) - Discussion générale (p. 732). - Article 1^{er} (art. 11-2 [nouveau], 138, 230-19, 706-47 et art. 706-47-4 et 706-47-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Information par le ministère public de l'administration en cas de condamnation ou de procédure en cours et définition d'un régime d'information renforcé pour certaines infractions) (p. 742).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste** [n° 336 (2015-2016)] - (2 février 2016) - Article 1^{er} (art. 706-24-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Régime de l'enquête de flagrante en matière terroriste) (p. 2144). - Article 4 (Texte non modifié par la commission) (art. 226-3 du code pénal, 230-2 et 706-102-1 du code de procédure pénale - Assouplissement de l'encadrement de la technique de captation de données informatiques à distance) (p. 2158, 2159). - Article 6 (art. 706-96-1 [nouveau], 706-97, 706-99, 706-100, 706-101 et 706-101-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Sonorisation et fixation d'images dans le cadre des enquêtes du parquet en matière de criminalité organisée) (p. 2163). - Article 10 (art. 421-2-5-1 et 421-2-5-2

[nouveaux] du code pénal - Création de nouveaux délits terroristes) (p. 2166, 2167). - Article 16 (art. 706-24-3 du code de procédure pénale - Allongement des délais de détention provisoire pour les mineurs mis en cause dans des procédures terroristes) (p. 2177). - Article 17 (art. 726-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Instauration d'une base légale pour les unités dédiées à la lutte contre la radicalisation dans les établissements pénitentiaires) (p. 2179, 2180). - Article 20 (Texte non modifié par la commission) (art. 230-19 du code de procédure pénale - Inscription au fichier des personnes recherchées des obligations prononcées par les services pénitentiaires d'insertion et de probation) (p. 2184).

- **Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation** [n° 338 (2015-2016)] - (3 février 2016) - auteur de la proposition de loi - Discussion générale (p. 2245, 2246).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes** [n° 333 (2015-2016)] - (4 février 2016) - Annexe (p. 2387, 2388). (p. 2390). - Article 7 (Irrévocabilité du mandat et conditions d'interruption ou de suspension du mandat des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes) (p. 2392, 2393). - Article 11 (Incompatibilités professionnelles et électoralles des membres des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes) (p. 2394). (p. 2395). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2414).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes** [n° 334 (2015-2016)] - (4 février 2016) - Article 2 (Texte non modifié par la commission) (art. L.O. 6221-7-1, L.O. 6321-7-1 et L.O. 6431-6-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. 13-2 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961, art. 111 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 et art. 196 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 - Incompatibilités électorales applicables aux membres des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes) (p. 2416).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** [n° 341 (2015-2016)] - (9 février 2016) - Article 1^{er} (Texte non modifié par la commission) (Affirmation de la liberté de création artistique) (p. 2551).

- Suite de la discussion (10 février 2016) - Article 3 bis (supprimé) (Rapport au Parlement sur la mise en place d'un dispositif de « 1 % travaux publics ») (p. 2609, 2610).

- Suite de la discussion (11 février 2016) - Article 11 ter (Diversité des titres francophones diffusés au titre des quotas radio-phoniques) (p. 2718). (p. 2721).

- Suite de la discussion (16 février 2016) - Article 24 (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques) (p. 2878). (p. 2880). - Article 26 (art. L. 650-1 et L. 650-2 [nouveaux] du code du patrimoine - Introduction de la notion de qualité architecturale dans le code du patrimoine et d'un label dédié au patrimoine d'intérêt architectural construit récemment - moins d'un siècle) (p. 2931, 2932). - Article 26 quater (art. 3 et 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements) (p. 2939, 2940).

- Suite de la discussion (17 février 2016) - Article 26 sexies (supprimé) (art. 5 bis [nouveau] de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Dispositions relatives aux concours d'architecture) (p. 2955). - Article additionnel après l'article 26 undecies (p. 2965). - Articles additionnels après l'article 26 quaterdecies (p. 2972). (p. 2972). (p. 2973). (p. 2975). (p. 2976). - Article 33 bis (nouveau) (art. L. 211-11 et L. 214-17 du code de l'environnement - Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine) (p. 3017). - Articles additionnels après l'article 35 (p. 3026).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle** [n° 390 (2015-2016)] - (18 février 2016) - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 391 (2015-2016) (p. 3077, 3078). - Article 3 (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel - Publicité de la liste des auteurs de présentation de candidats à l'élection présidentielle) (p. 3087). - Article additionnel avant l'article 4 (p. 3092).

- **Proposition de loi de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle** [n° 391 (2015-2016)] - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 390 (2015-2016). - (18 février 2016) - Article 2 ter (art. 11 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion - Diffusion des mises au point de la commission des sondages en période électorale) (p. 3110, 3111).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation** [n° 395 (2015-2016)] - (16 mars 2016) - Article 1er (art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence) (p. 4212).

- Suite de la discussion (17 mars 2016) (p. 4254). - Article 2 (art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés) (p. 4276). - Rappel au règlement (p. 4290, 4291).

- **Débat sur les moyens consacrés au renseignement intérieur** - (23 mars 2016) (p. 4449).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale** [n° 492 (2015-2016)] - (30 mars 2016) - Article 3 bis (art. 145-1 et 706-24-3 du code de procédure pénale - Durées de détention provisoire applicables aux procédures terroristes) (p. 4920). - Article 4 ter A (art. 421-3, 421-4, 421-5, 421-6 et 421-7 [nouveau] du code pénal - « Perpétuité réelle » pour les crimes terroristes) (p. 4939, 4940). - Article 4 ter (art. L. 811-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure, art. 39 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire et art. 727-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Organisation du renseignement pénitentiaire) (p. 4948, 4949).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle** - Nouvelle lecture [n° 501 (2015-2016)] - (31 mars 2016) - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 512 (2015-2016) (p. 5012, 5013).

- **Proposition de loi de modernisation de diverses règles applicables aux élections** - Nouvelle lecture [n° 512 (2015-2016)] - (31 mars 2016) - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 501 (2015-2016).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale** [n° 492 (2015-2016)] - (31 mars 2016) - Articles additionnels après l'article 16 septies (p. 5020).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias** [n° 519 (2015-2016)] - (6 avril 2016) - Article 1er (art. 2-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Droit d'opposition des journalistes) (p. 5644, 5645).

- **Projet de loi pour une République numérique** [n° 535 (2015-2016)] - (26 avril 2016) - Article 1er (art. L. 342-2 du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès des administrations aux documents administratifs) (p. 5794). - Article 1er bis A (supprimé) (Rapport au Parlement sur la création d'une consultation publique en ligne sur tout projet ou proposition de loi) (p. 5796). - Article 1er bis (art. L. 300-2 et L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès aux codes sources) (p. 5800). - Article 1er ter (art. L. 300-4 [nouveau], L. 311-1 et L. 311-9 du code des relations entre le public et l'administration - Exercice du droit à communication par la publication) (p. 5801). (p. 5803). - Article 2 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 311-3-1 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès aux règles et caractéristiques de l'algorithme intervenu dans la prise d'une décision individuelle) (p. 5805). - Article 4 (art. L. 311-6, L. 312-1-1, L. 312-1-2 et L. 312-1-3 [nouveaux] du code des relations entre le public et l'administration ; section 3 du chapitre II du titre unique du livre Ier de la première partie [abrogée] et art. L. 1821-1 du code général des collectivités territoriales ; section 3 du chapitre V du titre II du livre Ier [abrogée] du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Extension du champ de la diffusion des documents administratifs) (p. 5810). (p. 5835). (p. 5836). - Article 7 bis (art. L. 324-5-1 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Gratuité de la réutilisation des informations produites par le service statistique public) (p. 5849). - Article 9 (art. L. 321-4 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Création d'une mission de service public de mise à disposition des données de référence) (p. 5856, 5857).

- Suite de la discussion (27 avril 2016) - Article 9 ter (supprimé) (Promotion du logiciel libre et des formats ouverts) (p. 5898). (p. 5900). (p. 5900). (p. 5901). (p. 5901). (p. 5901). - Article 11 (art. 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ; art. 22 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative à l'engagement éducatif [abrogé] - Mise à disposition des données relatives aux subventions

publiques) (p. 5910). - Article 16 ter (Rapport au Parlement sur la possibilité de créer un commissariat à la souveraineté numérique) (p. 5934). (p. 5934). - Article 17 (art. L. 533-4 [nouveau] du code de la recherche - Libre accès aux publica-

tions scientifiques issues d'une activité de recherche financée par des fonds publics) (p. 5942). - Articles additionnels après l'article 18 (p. 5954).

- Suite de la discussion (28 avril 2016) - Article 20 septies (art. L. 2321-4 [nouveau] du code de la défense - Protection pénale des personnes signalant les vulnérabilités d'un système de traitement automatisé de données) (p. 5992). - Article 21 (art. L. 121-120 à L. 121-125 [nouveaux] et L. 141-1 du code de la consommation et art. L. 242-20 et L. 224-42-1, L. 224-42-2 et L. 224-42-3 [nouveaux] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Récupération et portabilité des données des consommateurs) (p. 6041).

- Suite de la discussion (2 mai 2016) - Articles additionnels après l'article 37 quater (p. 6197, 6198).



« Chèques postaux ». « Je demande que les emplois de la Poste – des "Chèques postaux" et de la "Banque postale" – d'Orléans soient préservés et que de nouveaux bâtiments adaptés, modernes et fonctionnels y soient construits. »

Jean-Pierre Sueur, 1^{er} décembre 2015

- Suite de la discussion (3 mai 2016) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 6282, 6283).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)] - (12 mai 2016) - Article 33 (art. L. 132-3 [nouveau] du code de l'environnement - Possibilité pour le propriétaire d'un immeuble d'y créer une obligation environnementale) (p. 7502).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)] - (25 mai 2016) - Article 26 quaterdecies (supprimé) (art. 34 et 35 bis [nouveau] de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - Encadrement du recours aux marchés publics globaux de performance et identification d'une équipe de maîtrise d'oeuvre) (p. 8378). (p. 8379). (p. 8380). - Article 33 bis (art. L. 214-17 du code de l'environnement - Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine) (p. 8391).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes** - Deuxième lecture [n° 634 (2015-2016)] - (2 juin 2016) - Article 38 (art. L. 52-14 et L. 52-18 du code électoral et art. 26 bis [abrogé] de la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 et art. 13 de l'ordonnance n° 2015-948 du 31 juillet 2015 relative à l'égal accès des femmes et des hommes au sein des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Coordinations relatives à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques) (p. 9001). (p. 9001).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale** [n° 461 (2015-2016)] - (2 juin 2016) - Discussion générale (p. 9017, 9018).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures suite aux inondations** - (9 juin 2016) (p. 9347).

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers municipaux dans les communes associées de la Polynésie française et à la modernisation du code général des collectivités territoriales applicable aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics** [n° 702 (2015-2016)] - (30 juin 2016) - Discussion générale (p. 12046, 12047). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 12054).

- **Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du Conseil général de Mayotte** [n° 704 (2015-2016)] - (30 juin 2016) - Discussion générale (p. 12077, 12078). - Article unique (p. 12087).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique** [n° 713 (2015-2016)] - (6 juillet 2016) - Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) (p. 12328). (p. 12328). - Article 16 bis (précédemment réservé) (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code

général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics) (p. 12330). (p. 12331). (p. 12331). (p. 12331). (p. 12334). (p. 12335). (p. 12335). (p. 12335). (p. 12336). (p. 12337). (p. 12337). (p. 12337). (p. 12339). (p. 12340). (p. 12340). (p. 12344). (p. 12344). (p. 12345). (p. 12347, 12348). (p. 12348). (p. 12351). (p. 12353). (p. 12353). (p. 12353). (p. 12354). (p. 12354). (p. 12355). (p. 12357). (p. 12357). - Article additionnel après l'article 37 (priorité) (p. 12364). (p. 12364).



Architectes. « *Je n'accepte pas que les architectes soient dans un marché global, quel qu'il soit, considérés comme l'un des ingrédients du contrat et placés ainsi sur le même plan que tous les autres, à savoir la maîtrise d'œuvre, le gros œuvre et les différentes fonctions et missions, la maintenance, l'entretien, le financement. Il ne peut pas y avoir un tel dessaisissement de la puissance publique, à tous les niveaux, en matière d'architecture.* » Jean-Pierre Sueur, 25 mai 2016

- Suite de la discussion (7 juillet 2016) - Articles additionnels après l'article 29 (p. 12562).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence** [n° 805 (2015-2016)] - (20 juillet 2016) - Article 1er ter A (nouveau) (art. 8 de la loi n° 55-

385 du 3 avril 1955 - Fermeture de certains lieux de culte et interdiction de cortèges, défilés et rassemblements pour lesquels la sécurité ne peut être garantie) (p. 13828). - Article 3 (art. 720, 720-1, 721-1-1 [nouveau], 723-1, 723-3, 723-7 et 730-3 du code de procédure pénale - Modalités d'aménagement de peine des personnes condamnées pour terrorisme) (p. 13833). - Article 9 (nouveau) (art. 362, 706-25-15 à 706-25-24 [nouveaux], 723-37-1 [nouveau] et 723-38 du code de procédure pénale - Rétention de sûreté et surveillance de sûreté pour les personnes condamnées pour terrorisme) (p. 13840). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 13844).

- Commission mixte paritaire [n° 809 (2015-2016)] - (21 juillet 2016) - Discussion générale (p. 13891, 13892).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXIème siècle** - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)] - (27 septembre 2016) - Article 8 (art. L. 142-1 A à L. 142-1 C [nouveaux], L. 142-1, L. 142-1-1 à L. 142-1-3 [nouveaux], L. 142-2 à L. 142-9 et L. 142-10 à L. 142-29 [nouveaux] du code de la sécurité sociale, art. L. 134-1 à L. 134-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 211-16 [nouveau], L. 218-1 à L. 218-12 [nouveaux], L. 261-1, L. 311-14-1 et L. 311-15 [nouveaux], L. 312-6-2 [nouveau] et L. 331-1 du code de l'organisation judiciaire - Attribution au tribunal de grande instance des compétences du tribunal des affaires de sécurité sociale et du tribunal du contentieux de l'incapacité et de certaines compétences de la commission départementale d'aide sociale) (p. 13942). - Article 13 ter (supprimé) (art. L. 123-5 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Création d'un corps de juristes assistants auprès des juridictions judiciaires) (p. 13948). - Article 14 septies (art. 2, 19, 20 et 20-10 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Généralisation du cumul des mesures éducatives et des condamnations pénales) (p. 13955). - Article 15 bis B (art. L. 223-10 et L. 223-11 [nouveaux], L. 225-1, L. 225-3, L. 225-4, L. 225-5 et L. 311-2 et L. 322-1-1 [nouveaux] du code de la route - Mesures de lutte contre les contournements de la loi en matière de contrôle automatisé des infractions routières) (p. 13966). - Article 15 bis (suppression maintenue) (art. 370, 657, 567-2, 574-1, 574-2, 584, 585, 585-1, 586 et 588 du code de procédure pénale - Représentation obligatoire devant la chambre criminelle de la Cour de cassation) (p. 13968).

- Rappel au règlement - (27 septembre 2016) (p. 13975, 13976).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXIème siècle** - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)] (suite) - (27 septembre 2016) - Article 17 (supprimé) (art. 461, 462, 515-3, 515-7 et 2499 du code civil et art. 14-1 de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité - Transfert de l'enregistrement des pactes civils de solidarité aux officiers de l'état civil) (p. 13980).

- **Projet de loi pour une République numérique** - Commission mixte paritaire [n° 744 (2015-2016)] - (28 septembre 2016) - Discussion générale (p. 14026, 14027).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté** [n° 828 (2015-2016)] - (4 octobre 2016) - Article 12 ter (art. L. 120-1, L. 120-2, L. 120-2-1 [nouveau], L. 120-3, L. 120-9, L. 120-14, L. 120-30

et L. 120-36-1 [nouveau] du code du service national - Diverses dispositions relatives au service civique) (p. 14456).

- Suite de la discussion (5 octobre 2016) - Article 14 bis (art. L. 131-10 du code de l'éducation - Renforcement du contrôle de l'État sur l'instruction dispensée en famille) (p. 14484).

- Suite de la discussion (6 octobre 2016) - Article 20 (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4

de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement - Politique d'attribution des logements sociaux) (p. 14621). - Article 21 (art. L. 313-26-2 et L. 313-35 du code de la construction et de l'habitation - Contingent de logements d'Accueil logement) (p. 14635).

- Suite de la discussion (12 octobre 2016) - Article 33 duodécies (supprimé) (art. L. 102-1 du code de l'urbanisme - Qualification des aires d'accueil des gens du voyage en projet d'intérêt général) (p. 14867). (p. 14867, 14868). - Article 33 quaterdécies (art. 1er à 4 et 9-2 [nouveau] de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales - Définition de la population dite des gens du voyage - Contenu et mise en oeuvre du schéma départemental d'accueil de ces derniers - Procédure coercitive prévue contre les communes ne respectant pas le schéma) (p. 14874). - Article 33 quindecies (art. 9 et 9-1 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales, article 322-4-1 du code pénal - Régime d'évacuation forcée des campements illicites de gens du voyage) (p. 14878).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre** - Deuxième lecture [n° 11

11
tobre
2016) -
Explica-
tions de
vote sur
l'en-
semble
(p.
14978).

- **Pro-
position
de loi
tendant
à per-**

mettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Deuxième lecture [n° 23 (2016-2017)] - (25 octobre 2016) - Article 1er nonies (Texte non modifié par la commission) (art. L. 5211-6-2 du code général des collectivités territoriales - Mesures transitoires de représentation d'une commune nouvelle au conseil communautaire) (p. 16190).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique** - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)] - (3 novembre 2016) - vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Demande de priorité (p. 16627). - Article 16 bis (priorité) (art. 32, 33, 45, 52, 53, 69, 74 et 89 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et art. L. 1414-2 et L. 1414-3 du code général des collectivités territoriales - Ratification et modification de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics) (p. 16653). (p. 16654). (p. 16654). (p. 16655). (p. 16656). (p. 16656). (p. 16657). (p. 16657, 16658). - Article 13 (art. 18-1 à 18-10 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics (périmètre, informations, contrôle et sanctions)) (p. 16689). (p. 16689).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain** [n° 83 (2016-2017)] - (9 novembre 2016) - Articles additionnels après l'article 35 (p. 17095). - Article 41 (supprimé) (art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des critères de création des métropoles) (p. 17116, 17117). (p. 17117, 17118). (p. 17120). (p. 17125, 17126). - Articles additionnels après l'article 41 (p. 17132). (p. 17135). (p. 17139).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016** [n° 208 (2016-2017)] - (16 décembre 2016) - Articles additionnels après l'article 24 nonies (p. 19674). (p. 19675).

- Suite de la discussion (17 décembre 2016) - Articles additionnels après l'article 26 (p. 19732).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté** - Nouvelle lecture [n° 148 (2016-2017)] - (19 décembre 2016) - Rappel au règlement (p. 20780, 20781).

2017

- Proposition de loi relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale [n° 86 (2016-2017)] - (10 janvier 2017) - Discussion générale (p. 12).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale** [n° 332 (2016-2017)] - (31 janvier 2017) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1068).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre** - Nouvelle lecture [n° 159 (2016-2017)] - (1er février 2017) - Exception d'irrecevabilité (p. 1154).

- **Débat sur le thème : «Faut-il supprimer l'Ecole nationale d'administration ?»** - (1er février 2017) (p. 1174, 1176).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale** - Deuxième lecture [n° 348 (2016-2017)] - (7 février 2017) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1274).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain** -

Nouvelle lecture [n° 315 (2016-2017)] - (7 février 2017) - Discussion générale (p. 1282, 1283). - Question préalable (p. 1287, 1288).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale** - Nouvelle lecture [n° 408 (2016-2017)] - (15 février 2017) - Discussion générale (p. 1566, 1567).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse** - Nouvelle lecture [n° 428 (2016-2017)] - (16 février 2017) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1619).

- **Question orale sans débat sur le maintien d'une liaison ferroviaire directe entre Paris et Mareshherbes dans le Loiret** - (21 février 2017) (p. 1649). (p. 1650).

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences "eau" et "assainissement" dans les compétences optionnelles des communautés de communes** [n° 410 (2016-2017)] - (23 février 2017) - Discussion générale (p. 1829, 1830). - Article unique (Texte non modifié par la commission) (p. 1838). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1841).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des migrants** - (6 juillet 2017) (p. 1958).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique** [n° 609 (2016-2017)] - (10 juillet 2017) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 608 (2016-2017) (p. 1977, 1979).

- **Projet de loi organique pour la régulation de la vie publique** [n° 608 (2016-2017)] - (10 juillet 2017) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 609 (2016-2017).

Propositions de loi

Par opposition aux *projets* de loi qui sont adoptées en conseil des ministres et dont la rédaction relève du pouvoir exécutif, les *propositions* de loi sont rédigées par les membres du Parlement.

On trouvera ci-dessous les propositions de loi déposées au cours des six dernières années et dont Jean-Pierre Sueur est le premier ou le second signataire.

Jean-Pierre Sueur a cosigné nombre d'autres propositions de lois (dont on trouvera la liste et les textes sur le site du Sénat (http://www.senat.fr/propositions-de-loi/sueur_jean_pierre01028r.html))

Un long combat...

Ce fut un long combat. Pendant des années, les projets de loi – émanant du gouvernement – occupaient la totalité de l'ordre du jour législatif du Parlement. Puis il y eut une – bien faible ! – avancée : il fut décidé qu'un jour par mois serait consacré aux propositions de loi qui sont, elles, présentées par des députés et sénateurs et qui relèvent donc de l'initiative parlementaire.

La réforme constitutionnelle de 2008 permit un grand pas en avant puisqu'elle disposait que sur un mois de temps législatif, deux semaines seraient dévolues aux projets de loi – donc aux textes émanant du gouvernement – et une semaine aux propositions parlementaires – ce qui représente donc un quart du temps législatif, la dernière semaine étant consacrée à des débats relevant du contrôle parlementaire.

Cinq ans d'expérience permettent de douter de la pertinence de la quatrième semaine dite « de contrôle » qui se traduit souvent par des débats quelque peu académiques, sans sanction ni vote.

En réalité, le contrôle parlementaire s'effectue surtout par les « contrôles sur pièce et sur place », que peuvent effectuer, notamment, les commissions des finances – mais qu'il faudrait développer –, par les commissions d'enquête parlementaires – qui possèdent de fortes prérogatives : nul, à l'exception du président de la République, ne peut se soustraire à une convocation devant une telle commission –, et par le biais des questions d'actualités, orales et écrites.

Si bien que je substituerai volontiers pour ma part au schéma – d'ailleurs théorique – issu de la réforme de 2008, une répartition du temps de la séance publique en deux parties : deux tiers pour les projets de loi, un tiers pour les propositions de loi.

Ainsi, on donnerait davantage de place à l'initiative parlementaire dans un pays où un déséquilibre s'est durablement établi au bénéfice du pouvoir exécutif et au détriment du pouvoir législatif.

Jean-Pierre Sueur

Proposition de loi relative aux juridictions de proximité. La loi n° 2011-1862 du 13 décembre 2011 relative à la répartition des contentieux et l'allègement de certaines procédures juridictionnelles prévoit la suppression des juridictions de proximité mais le maintien des juges de proximité auxquels seraient confiées de nouvelles compétences, avec une entrée en vigueur le 1er janvier 2013. Il apparaît nécessaire, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la justice et des justiciables, de reporter cette échéance. C'est pourquoi la présente proposition de loi propose le maintien en fonction les juridictions de proximité jusqu'au 1er janvier 2015.



Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat. Présentée conjointement avec Jacqueline Gourault, alors sénatrice UDI du Loir-et-Cher, cette proposition de loi fait suite aux États Généraux de la Démocratie Territoriale, organisés sous l'égide du Président du Sénat les 4 et 5 octobre 2012. Elle a pour but de permettre aux élus locaux d'accomplir leur mission d'intérêt général dans de meilleures conditions.

Cette proposition a été adoptée définitivement par l'Assemblée nationale le 19 mars 2015.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales. Elle a pour objet de compléter la loi du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires et modifiant le calendrier électoral. Elle vise à simplifier le dispositif et à en renforcer la cohérence,

Proposition de loi relative au nombre et à la répartition des sièges des conseillers de Paris. Cette proposition de loi a pour objet de fixer le nombre et la répartition des 163 sièges de conseiller de Paris dans les vingt arrondissements de la commune de Paris.

Proposition de loi relative au Conseil d'évaluation des normes. Les États généraux de la démocratie territoriale ont confirmé l'inquiétude des élus locaux devant l'amoncellement des normes réglementaires qu'ils doi-

vent appliquer quotidiennement. La proposition de loi tend à créer un Conseil national d'évaluation des normes dont les missions et les moyens ont été renforcés en comparaison de ceux de l'actuelle Commission nationale d'évaluation des normes.

tives de toutes les autorités indépendantes qui existent aujourd'hui en France.



Proposition de loi portant création d'un Conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics. La loi crée une institution dont l'autorité et la représentativité seraient incontestables, qui a pour mission de contrôler l'ensemble des normes applicables ou susceptibles d'être appliquées aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics.



Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale. Ce texte vise à rétablir les sanctions pénales prévues lorsqu'un parti politique accepte des dons de personnes morales autres que des partis politiques. Ces sanctions avaient été supprimées par erreur lors du vote de la loi du 11 octobre 2013, relative à la transparence de la vie publique.

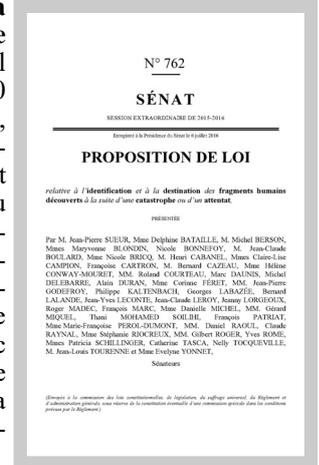
Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums. Cette proposition de loi part du constat que les crématoriums sont en nombre insuffisant et que leur implantation géographique ne correspond pas aux besoins. Dans l'intérêt des familles, et eu égard à la nécessaire dignité des cérémonies d'obsèques ainsi qu'au souci de maîtriser les finances publiques, il apparaît indispensable que le développement des crématoriums puisse, pour l'avenir, faire l'objet d'une coordination à l'échelon régional.

Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation et relative aux conditions d'exercice des mandats des membres des syndicats de communes et des syndicats mixtes. Elle a pour objet de permettre l'application de la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015, qui permet aux élus locaux de disposer, à partir du 1er janvier 2016, d'un droit à vingt heures de formation par année de mandat. Pour ce faire, l'auteur propose de mettre en place « un organisme collecteur national [chargé d'] assurer la gestion administrative, financière et technique du droit individuel à la formation, et notamment la collecte des cotisations ».

Proposition de loi de création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'Djamena, capitale du Tchad. L'article unique de cet texte prévoit la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, dans le cadre de leur mission ou à leur initiative personnelle lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 dans la capitale, N'Djamena au Tchad aux cours desquelles a disparu Ibni Omar Mahamat Saleh, leader de l'opposition.



Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne. Il y a en France entre 400 000 et 600 000 logements privés occupés, considérés comme indignes. Environ un million de personnes vivent dans ces logements. Compte tenu des difficultés que continue à rencontrer l'action des pouvoirs publics dans la lutte contre les « marchands de sommeil », la présente proposition de loi cosignée avec Evelyne Yvonnet a pour objet de renforcer sur certains points la capacité d'action des pouvoirs publics.



Proposition de loi autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire. Cette proposition, cosignée avec Alain Richard, vise à réintroduire la faculté de composer l'organe délibérant des communautés d'agglomération et de communes par accord entre les communes membres dans des limites compatibles avec la jurisprudence constitutionnelle; et à offrir aux communautés affectées par une modification de leur organe délibérant la possibilité de conclure un nouvel accord.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat. Ce texte autorise les autorités compétentes, à la demande des familles concernées, à procéder à la restitution des restes humains non analysés en vue d'une inhumation ou d'une crémation. »

Proposition de loi portant statut des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes. Cette proposition définit les règles constitu-

Proposition de loi complétant la procédure de révision des condamnations pénales. Il s'agit par cette proposition de loi d'élargir les possibilités de saisir la Cour de révision et de réexamen de demandes en révision d'une condamnation pénale, au bénéfice de toute personne dont la culpabilité résulte d'aveux obtenus par l'usage de la torture, conformément aux engagements internationaux signés et ratifiés par la France dans ce domaine. Cette proposition de loi est liée à l'affaire « Mis et Thiennot. »

Quarante rapports en six ans

En comparaison avec le précédent mandat, le nombre de rapports qui ont été présentés au Sénat par Jean-Pierre Sueur s'est beaucoup accru. Cela tient, pour l'essentiel, au fait qu'exerçant durant trois ans la fonction de président de la commission des lois du Sénat, il a eu l'occasion de faire de nombreux rapports au nom de cette commission.

Il a signé d'autres rapports au nom de la délégation parlementaire au renseignement – qu'il a présidée durant un an – commission d'enquête parlementaire, de la délégation à la prospective ou du groupe parlementaire France-Tunisie du Sénat qu'il préside.

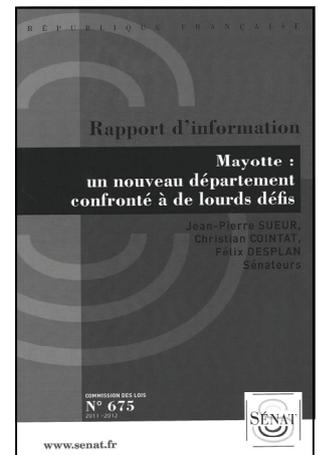
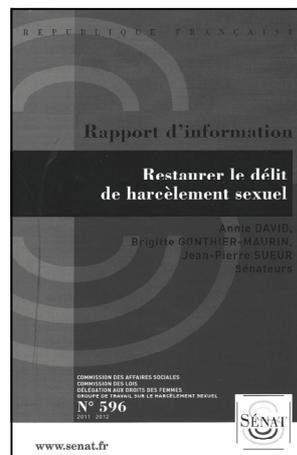
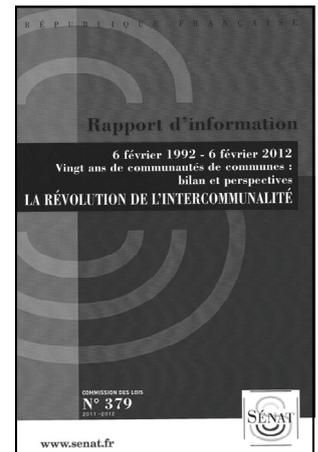
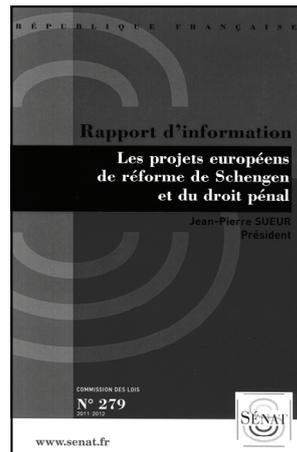
Quelques milliers de pages de rapports...

Mes collègues m'ayant fait l'honneur de m'élire durant trois ans président (puis vice-président les trois années suivantes) de la commission des lois du Sénat, j'ai présenté deux rapports importants (au moins par le travail induit et par le nombre de pages), l'un au nom d'une commission d'enquête d'une trentaine de membres sur la lutte contre le terrorisme et le djihadisme, et un autre au nom de la délégation à la prospective sur le « phénomène urbain » dans lequel j'ai traité longuement des mutations dans l'approche des rapports entre l'urbain et le rural. J'ai également fait des rapports sur nombre de projets de loi et sur les projets de loi de finances, qu'il s'agisse de l'asile durant trois ans ou des pouvoirs publics durant les trois autres années. J'ai enfin rédigé des rapports d'information sur plusieurs collectivités d'outremer : Mayotte, la Nouvelle Calédonie, Wallis et Futuna.

On dit que les rapports du Sénat « font référence. » Soyons modestes : ce n'est pas toujours le cas. Mais je puis témoigner que, rédigés avec l'aide d'administrateurs très compétents et dévoués, leur élaboration donne d'abord lieu à un nombre substantiel d'auditions – afin de connaître les sujets sous toutes leurs facettes – à un descriptif de « l'état des lieux » et à une analyse très précise du texte sur lequel ils portent, étayant les amendements proposés par le rapporteur, ou, lorsqu'il s'agit de rapports d'information ou de commission d'enquête, par des séries de propositions soigneusement élaborées ou « testées » auprès des interlocuteurs rencontrés, avant d'être rendues publiques.

Jean-Pierre Sueur

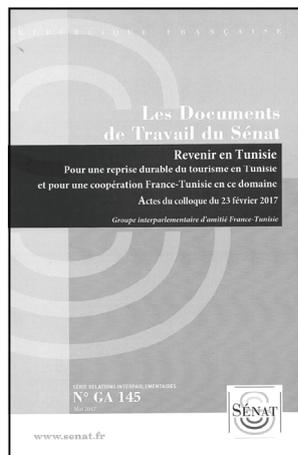
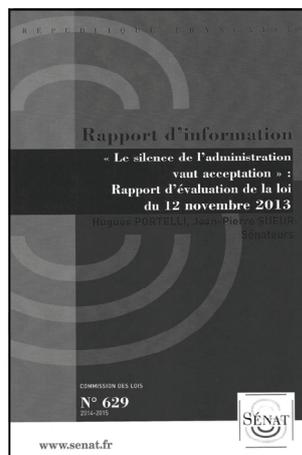
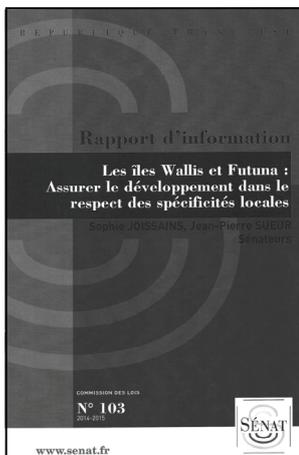
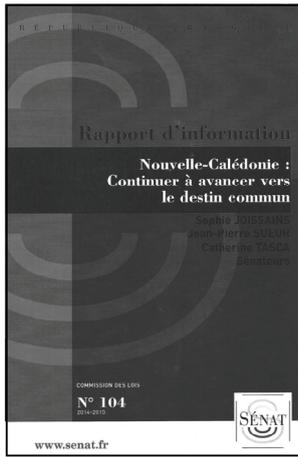
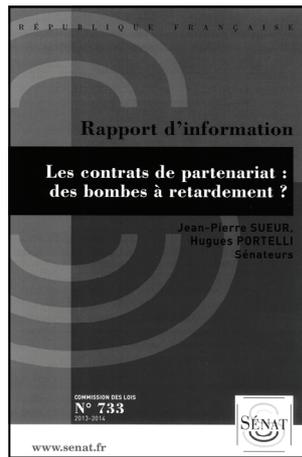
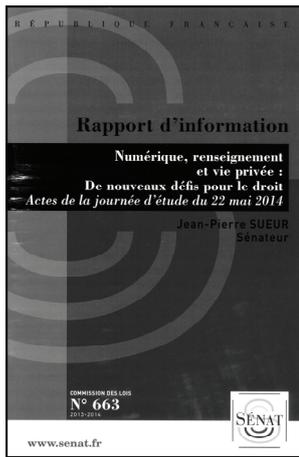
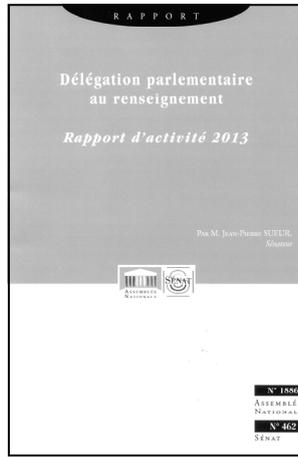
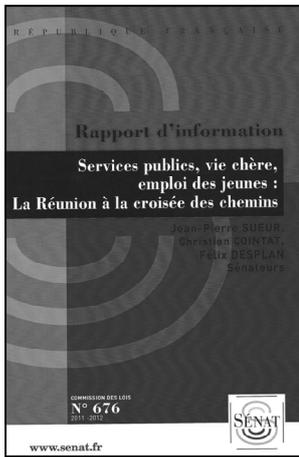
Rapports d'information



« L'écriture de la loi »

Alors président de la commission des lois du Sénat, Jean-Pierre Sueur a publié un rapport sur « L'écriture de la loi » qui reprend un colloque rassemblant parlementaires, spécialistes des sciences politiques, juristes et linguistes. Celui-ci porte sur l'apparent paradoxe en vertu duquel la loi – qui relève du *normatif* – est écrite dans le cadre d'un processus *discussif* : le débat parlementaire. Il évoque les dispositions qui apparaissent nécessaires en termes de procédures pour surmonter cet apparent paradoxe.





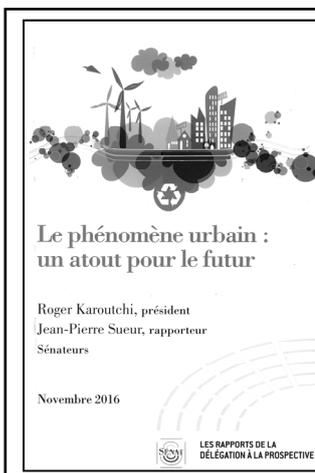
Les filières djihadistes : pour une réponse globale et sans faiblesse



Jean-Pierre Sueur a été le rapporteur d'une commission d'enquête parlementaire comportant vingt-neuf

membres appartenant aux différents groupes politiques du Sénat et chargés de faire des propositions sur la lutte contre le terrorisme et le djihadisme. Au terme de plusieurs mois de travail, d'une cinquantaine d'auditions et de déplacements tant en France qu'à l'étranger, Jean-Pierre Sueur a pu présenter un rapport de 440 pages contenant cent-dix propositions et traitant de l'ensemble des questions autour de six thèmes :

- Prévenir la radicalisation
- Renforcer la coordination et les prérogatives des services antiterroristes
- Contrer le « djihad » médiatique
- Tarir le financement du terrorisme
- -Mieux contrôler les frontières de l'Union européenne
- Adapter la réponse pénale et carcérale



« Le phénomène urbain : un atout pour le futur » : une réflexion sur le devenir et les atouts des territoires

Jean-Pierre Sueur a publié un nouveau rapport (le troisième) sur les questions urbaines pour la Délégation à la prospective du Sénat. Celui-ci – disponible sur le site du Sénat – reprend pour l'essentiel les communications d'un colloque qu'il a organisé sur les *atouts* du *phénomène urbain* mis notamment en perspective avec une *nouvelle modernité* des territoires et notamment des *territoires ruraux* et des *réseaux de villes, petites, moyennes et grandes*. Aucun territoire ne peut aujourd'hui se développer seule sans prise en compte des autres territoires avec lequel il interagit.

Rapports législatifs

À l'exception des rapports faits au nom d'une commission mixte paritaire et signés comme tels, tous les autres l'ont été au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale du Sénat, dont Jean-Pierre Sueur a été le président de 2011 à 2013 et le vice-président de 2013 à 2017.

2011-2012

- Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution (Rapport n°84)
- Asile - Projet de loi de finances pour 2012 (Avis n°112 Tome II)



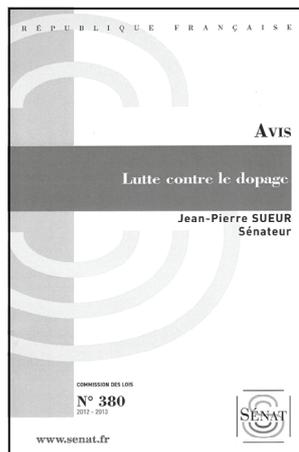
- Proposition de loi visant à réprimer la contestation de l'existence des génocides reconnus par la loi (Rapport n°269)

- Proposition de loi relative aux mesures conservatoires en matière de procédures de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire et aux biens qui en font l'objet (Rapport n°448)

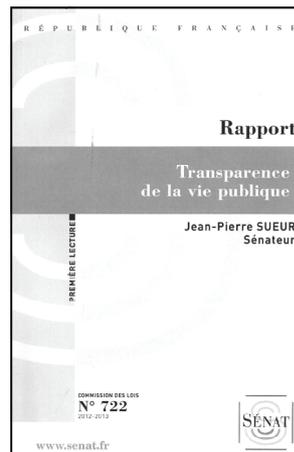
•

2012-2013

- Asile - Projet de loi de finances pour 2013 (Avis n°154 Tome II)
- Proposition de résolution Lutte contre le dopage (Avis n°380)



- Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution et projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution (Rapport n°373)
- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques (Avis n°521)
- Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution et projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution (Rapport n°632)



- Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique et projet de loi relatif à la transparence de la vie publique (Rapport n°722)

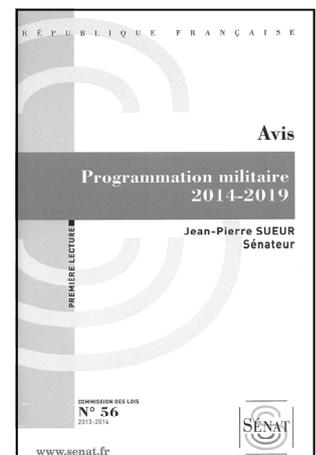
- Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique (Rapport n°731)

- Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique et projet de loi relatif à la transparence de la vie publique (Rapport n°770, fait au nom de la commission mixte paritaire)

- Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique et projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique (Rapport n°801)

2013-2014

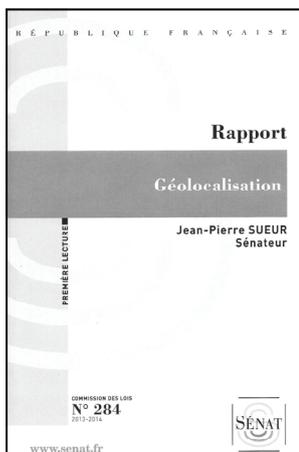
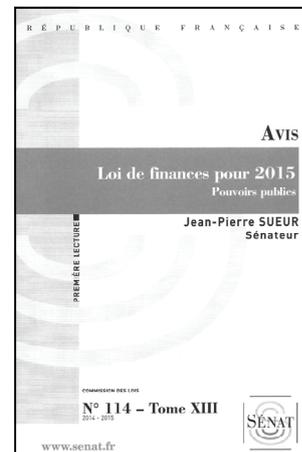
- Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale (Avis n°56)



- Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution et projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution (Rapport n°110, fait au nom de la commission mixte paritaire)

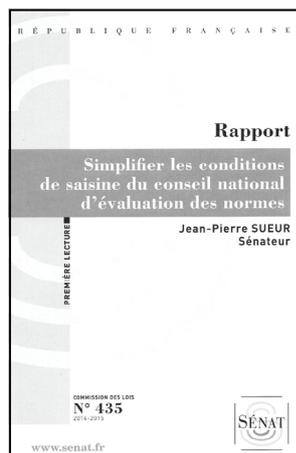
- **Asile -Projet de loi de finances pour 2014** (Avis n°162 Tome II)
- **Proposition de résolution Modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds** (Avis n°181)

- **Pouvoirs publics - (Projet de loi de finances pour 2015** (Avis n°114 Tome XIII)

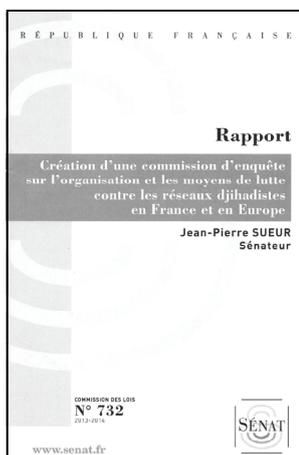


- **Projet de loi relatif à la géolocalisation** (Rapport n° 284)
- **Projet de loi relatif à la géolocalisation** (Rapport n° 374, fait au nom de la commission mixte paritaire)

- **Proposition de loi simplifiant les conditions de saisine du conseil national d'évaluation des normes** (Rapport n°435)



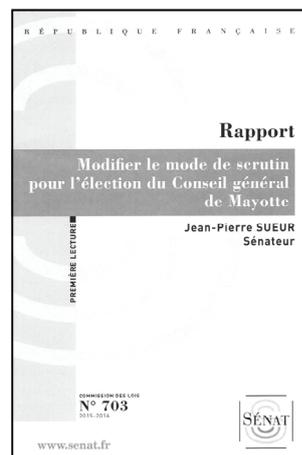
- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe** (Rapport n°732)



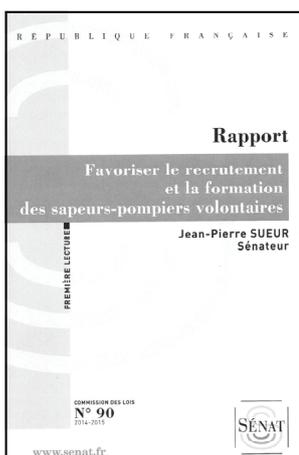
- **Pouvoirs publics - Projet de loi de finances pour 2016** (Avis n°170 Tome XIII)

2015-2016

- **Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du Conseil général de Mayotte** (Rapport n° 703)



2014-2015



- **Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires** (Rapport n°90)

2016-2017

- **Pouvoirs publics - Projet de loi de finances pour 2017** (Avis n°146 Tome XIII)

Questions au gouvernement

Nous publions ci-dessous 294 questions posées par Jean-Pierre Sueur au gouvernement depuis six ans, à la date où ce compte-rendu est imprimé. Il s'agit de questions d'actualité posées et diffusées en direct par France 3 et Public Sénat, de questions orales diffusées sur le site du Sénat, en direct également, et de questions écrites qui peuvent être lues au fur à mesure de leur publication (ainsi que les réponses qui y sont apportées le cas échéant) sur le site du Sénat.

(www.senat.fr>vos sénateurs>Jean-Pierre Sueur>questions).

Les dates indiquées sont celles de la publication de la question.

Affaires sociales et santé

- Baisse de subventions aux associations de lutte contre le sida suite à la mise en place des agences régionales de santé - 12/07/2012
- Calcul de l'allocation de solidarité aux personnes âgées - 12/07/2012
- Conditions assurantielles des obstétriciens, anesthésistes et chirurgiens libéraux - 12/07/2012
- Conditions d'application du forfait transport - 12/07/2012
- Facturation des soins en établissement de santé lors du décès du patient - 12/07/2012
- Financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale de l'activité médico-légale thanatologique et victimologique - 12/07/2012 et 06/11/2014
- Prise en compte des périodes d'apprentissage dans le calcul des droits à la retraite complémentaire - 12/07/2012
- Versement du revenu de solidarité active - 12/07/2012
- Mise en œuvre du tarif de première nécessité par les fournisseurs d'énergie concurrents d'EDF - 27/09/2012
- Conditions d'organisation de l'examen ouvrant accès au diplôme national de thanatopracteur - 27/12/2012
- Transparence à l'égard du grand public en matière d'efficacité des médicaments - 03/01/2013
- Statut des actes pratiqués dans les chambres mortuaires des établissements de santé - 21/03/2013
- Modalités du versement du revenu de solidarité active - 01/08/2013
- Base de calcul des pensions d'invalidité - 08/08/2013
- Accès aux archives et secret médical - 03/07/2014
- Majeurs sous curatelle placés en Belgique - 23/10/2014
- Assurances des obstétriciens, anesthésistes et chirurgiens libéraux - 06/11/2014
- Calcul de l'allocation de solidarité aux personnes âgées - 06/11/2014
- Facturation des soins en établissement de santé lors du décès du patient - 06/11/2014
- Conditions d'organisation de l'examen ouvrant accès au diplôme national de thanatopracteur - 04/12/2014
- Reconnaissance effective de la dyspraxie comme handicap - 05/02/2015
- Éducation à la santé buccodentaire - 03/12/2015
- Reconnaissance et détection de la maladie de Lyme - 03/12/2015
- Retrait des implants contenant une pile à la suite d'un décès - 03/12/2015
- Retraite anticipée des travailleurs indépendants handicapés - 03/12/2015
- Spécificité des établissements de soin en santé mentale - 09/06/2016

- Reconnaissance et réparation du préjudice subi par les victimes de médicaments - 24/11/2016
- Difficultés d'établissement des certificats de décès à domicile - 01/12/2016
- Rémunération des médecins établissant des certificats de décès - 16/03/2017
- Traitements et recherches relatifs au syndrome de Potocki-Lupski - 06/04/2017
- Conséquences de la prescription du distilbène - 11/05/2017

Agriculture et forêt

- Éligibilité des intercommunalités à l'ATESAT - 19/04/2012
- Prérogatives des experts fonciers agricoles - 02/08/2012
- Régime d'exonération de charges en faveur des travailleurs occasionnels demandeurs d'emplois suite à l'entrée en vigueur de l'article 13 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 - 27/12/2012
- Conditions de répartition de la taxe d'entretien des chemins ruraux - 24/07/2014
- Étiquetage et traçabilité des produits préparés et transformés à base de viande - 03/09/2015

Anciens combattants et mémoire

- Inégalité de traitement entre les appelés qui ont combattu en Algérie - 28/02/2013
- Inégalités de traitement dans l'attribution de la carte d'ancien combattant d'Algérie - 18/07/2013
- Justification de l'engagement et de la réalisation de travaux ayant bénéficié de subventions de l'État - 06/11/2014
- Fusion de communautés de communes et adoption des schémas de cohérence territoriale - 04/08/2016

Artisanat, commerce et tourisme

- Missions des observatoires départementaux d'aménagement commercial - 05/07/2012
- Rapport de diagnostic et de croissance des auto-entrepreneurs - 12/07/2012
- Maintien du crédit d'impôt pour les métiers d'art - 02/08/2012

Budget

- Délai de remboursement par l'État de la TVA aux collectivités locales - 28/06/2012
- Taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée pour les travaux d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite - 27/06/2013

Collectivités territoriales

- Position des maires délégués des communes associées au sein des communautés de communes - 09/02/2012
- Simplification administrative - 15/03/2012

Les questions au gouvernement : un moyen de contrôle relatif

Pour avoir beaucoup « usé » des questions au gouvernement, je puis, bien sûr, témoigner de leur utilité.

La constitution confère deux missions aux parlementaires : voter la loi et contrôler le gouvernement.

La seconde de ces missions – le contrôle – peut s'exercer notamment par le moyen des questions au gouvernement.

Encore faut-il que ce dernier « joue le jeu. »

La vérité me conduit à souligner que c'est souvent le cas – mais pas toujours !

Ainsi, il arrivait que les réponses soient dilatoires, qu'elles fuient ou contournent le sujet.

Au Sénat, une parade a été trouvée lors des questions d'actualité puisqu'à condition de rester dans les deux minutes ou deux minutes trente imparties, chaque sénateur peut désormais « répliquer » à la réponse du ministre. La limite tient au temps très court autorisé pour la question et la réplique.

Je pense que nous devrions plutôt nous inspirer du système britannique qui permet d'entendre pendant une ou deux heures un seul ministre et de poser et reposer les questions jusqu'à ce que les réponses soient obtenues.

Je souligne toutefois que le temps imparti à la réplique est plus large pour les questions orales. Enfin, pour ce qui est des questions écrites, la réponse vient trop souvent très longtemps après la question. Il peut même arriver qu'il n'y ait jamais de réponse. Ce système doit assurément être réformé, quitte à ce qu'on se mette d'accord pour que les questions écrites soient moins nombreuses.

J'ajoute que l'un des principaux intérêts des questions consiste à veiller à l'application des lois votées par le Parlement. Une loi ne peut effectivement s'appliquer que si les décrets qui sont prévus dans son texte même sont publiés. Or, il est fréquent que ces publications tardent trop, au désespoir de nombre de nos concitoyens qui ne comprennent pas qu'une loi votée ne s'applique pas. Je considère pour ma part qu'il est inadmissible qu'un décret puisse ne pas être publié six mois – voire davantage – après le vote de la loi. Sur ces questions, la responsabilité des ministres est claire. À eux de l'assumer pleinement.

Jean-Pierre Sueur

- Prise en compte des charges d'état civil pour les petites communes d'implantation d'un hôpital ou d'une maternité - 05/04/2012

Commerce, artisanat, consommation et économie solidaire

- Missions des observatoires départementaux d'aménagement commercial - 05/07/2012
- Justification de l'engagement et de la réalisation de travaux ayant bénéficié de subventions de l'État - 06/11/2014
- Mission des observatoires départementaux d'aménagement commercial - 06/11/2014
- Étiquetage et traçabilité des produits préparés et transformés à base de viande - 03/09/2015
- Calcul du fonds de péréquation intercommunal et fusions de communautés de communes - 07/07/2016
- Liste d'opposition au démarchage téléphonique - 07/07/2016
- Fusion de communautés de communes et adoption des schémas de cohérence territoriale - 04/08/2016
- Efficacité des dispositifs de lutte contre le démarchage téléphonique - 16/03/2017
- Discriminations liées à l'adresse postale - 25/08/2011

Culture et communication

- Modalités d'application des articles de la loi n° 201 -788 du 12 juillet 2010 relatifs aux aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine - 22/12/2011
- Protection du titre d'architecte d'intérieur - 01/03/2012
- Situation des cinémas itinérants - 22/12/2011
- Protection du titre d'architecte d'intérieur - 01/03/2012
- Situation des cinémas itinérants - 12/07/2012
- Protection du titre d'architecte d'intérieur - 12/07/2012
- Restrictions à l'exercice de la profession d'architecte - 02/08/2012
- Modification de la loi relative à l'exploitation numérique des livres indisponibles du XXe siècle - 11/07/2013
- Disparités dans l'accès au cinéma - 26/11/2015
- Protection du patrimoine cinématographique - 26/11/2015
- Décentralisation et fonction publique -
- Position des maires délégués des communes associées au sein des communautés de communes - 12/07/2012
- Possibilité pour un établissement public de coopération intercommunale d'octroyer les aides aux exploitants d'établissement de spectacles cinématographiques - 12/07/2012 et 06/11/2014

Fonction publique

- Commission de recours amiable pour les fonctionnaires de l'État - 13/09/2012 et 06/11/2014
- Prise en compte de l'ancienneté dans la fonction publique civile pour l'indice d'intégration dans la gendarmerie - 03/10/2013
- Commission de recours amiable pour les fonctionnaires de l'État - 06/11/2014
- Justification de l'engagement et de la réalisation de travaux ayant bénéficié de subventions de l'État - 06/11/2014
- Commission de recours amiable pour les fonctionnaires de l'État - 27/08/2015
- Intercommunalités et schémas de cohérence territoriale - 15/10/2015
- Référencement des mutuelles qui assurent la protection sociale complémentaire des fonctionnaires - 30/03/2017

Défense

- Déclassification de documents diplomatiques relatifs aux événements survenus au Tchad en février 2008 - 12/07/2012

Ecologie, environnement, développement durable et énergie, transport, mer et logement

- Conséquences sur l'environnement de l'utilisation du formol pour la conservation des corps - 08/09/2011
- Interférences entre les diverses réglementations relatives à l'assainissement non collectif - 05/01/2012
- Interférences entre les diverses réglementations relatives à l'assainissement non collectif - 05/01/2012
- Taux applicable pour les travaux d'assainissement dans le cas d'établissements intercommunaux relevant de deux agences de l'eau différentes - 01/03/2012
- Taux applicable pour les travaux d'assainissement dans le cas d'établissements intercommunaux relevant de deux agences de l'eau différentes - 01/03/2012
- Effectifs des services départementaux de l'État affectés à la politique de l'eau - 19/04/2012
- Dispositions transitoires pour l'application de la suspension de l'obligation d'achat de l'énergie photovoltaïque - 12/07/2012
- Effectifs des services départementaux de l'État affectés à la politique de l'eau - 12/07/2012
- Information de l'acheteur quant à la présence d'une « boîte noire » au sein d'un véhicule automobile - 12/07/2012
- Interférences entre les diverses réglementations relatives à l'assainissement non collectif - 12/07/2012
- Taux applicable pour les travaux d'assainissement dans le cas d'établissements intercommunaux relevant de deux agences de l'eau différentes - 12/07/2012
- Mise en œuvre du tarif de première nécessité par les fournisseurs d'énergie concurrents d'EDF - 27/09/2012
- Bilan de la réforme de la procédure d'inventaire des réseaux souterrains, aériens et subaquatiques - 06/12/2012
- Dispositions nécessaires pour éviter l'accès aux autoroutes en cas de risque de montée des eaux - 09/06/2016
- Conditions d'exigibilité de la participation pour le financement de l'assainissement collectif - 30/06/2016
- Leçon à tirer des inondations de mai et juin 2016 dans le Loiret - 27/10/2016
- Accès au logement et conditions de sortie des locataires - 04/08/2011

Économie, finances, comptes publics, budget, industrie et numérique

- Compensations financières liées à la proximité d'une centrale nucléaire - 04/08/2011
- Compensations financières liées à la proximité d'une centrale nucléaire - 04/08/2011
- Discriminations liées à l'adresse postale - 25/08/2011
- Persistance de zones blanches - 25/08/2011
- Accès des régies de quartiers et de territoires à l'agrément « services à la personne » - 22/12/2011
- Conséquences de l'article 195 du code général des impôts pour les veuves d'anciens combattants décédés avant l'âge de 75 ans - 23/02/2012
- Conséquences de l'article 195 du code général des impôts pour les veuves d'anciens combattants décédés avant l'âge de 75 ans - 23/02/2012

- Application de la loi sur le crédit à la consommation - 03/05/2012
- Application de la loi sur le crédit à la consommation - 03/05/2012
- Rapport de diagnostic et de croissance des auto - entrepreneurs - 03/05/2012
- Rapport de diagnostic et de croissance des auto - entrepreneurs - 03/05/2012
- Accès des régies de quartiers et de territoires à l'agrément « services à la personne » - 12/07/2012
- Affectation des aides aux personnes en difficulté pour faire face aux dépenses d'énergie - 12/07/2012
- Affectation des aides aux personnes en difficulté pour faire face aux dépenses d'énergie - 12/07/2012
- Allocations obsèques versées en cas de décès de mineurs de moins de douze ans - 12/07/2012
- Application de la loi sur le crédit à la consommation - 12/07/2012
- Application du crédit d'impôt en faveur des métiers d'art - 12/07/2012
- Compensations financières liées à la proximité d'une centrale nucléaire - 12/07/2012
- Compensations financières liées à la proximité d'une centrale nucléaire - 12/07/2012
- Conséquences de la suppression du crédit d'impôt en faveur des métiers d'art dans le domaine de l'ameublement - 12/07/2012
- Conséquences de l'article 195 du code général des impôts pour les veuves d'anciens combattants décédés avant l'âge de 75 ans - 12/07/2012
- Mise sous surveillance de la variation des valeurs locatives - 12/07/2012
- Rapport de diagnostic et de croissance des auto - entrepreneurs - 12/07/2012
- Régularisation des opérations effectuées à la suite de la parution des circulaires des 7 et 28 août 2008 relatives à l'article 102 de la loi LME - 12/07/2012
- Traitement fiscal de marchandises faisant l'objet de dons à des organismes venant en aide aux personnes en situation de grande précarité - 12/07/2012
- Ressources des communes riveraines d'une centrale nucléaire - 19/07/2012
- Maintien du crédit d'impôt pour les métiers d'art - 02/08/2012
- Taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée pour les travaux d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite - 27/06/2013
- Revalorisation des contrats obsèques - 13/02/2014
- Radiation des entreprises du registre du commerce et des sociétés - 26/06/2014
- Conditions de revente d'un bien immobilier par un bailleur social après rachat - 24/07/2014
- Affectation des aides aux personnes en difficulté pour faire face aux dépenses d'énergie - 06/11/2014
- Commission de recours amiable pour les fonctionnaires de l'État - 06/11/2014
- Régularisation des opérations effectuées à la suite de la parution des circulaires des 7 et 28 août 2008 relatives à l'article 102 de la loi de modernisation de l'économie - 06/11/2014
- Régularisation des opérations effectuées à la suite de la parution des circulaires des 7 et 28 août 2008 relatives à l'article 102 de la loi de modernisation de l'économie - 06/11/2014
- Traitement fiscal de marchandises faisant l'objet de dons à des organismes venant en aide aux personnes en situation de grande précarité - 06/11/2014

- Traitement fiscal de marchandises faisant l'objet de dons à des organismes venant en aide aux personnes en situation de grande précarité - 06/11/2014
- Conséquences des impayés sur les petites et moyennes entreprises - 26/02/2015
- Devenir des services financiers de la Poste à Orléans - La Source - 06/08/2015
- Commission de recours amiable pour les fonctionnaires de l'État - 27/08/2015
- Directive européenne relative aux services financiers et service universel de renseignements téléphoniques - 26/05/2016
- Directive européenne relative aux services financiers et service universel de renseignements téléphoniques - 26/05/2016
- Commission de recours amiable pour les fonctionnaires de l'État - 21/07/2016
- Commission de recours amiable pour les fonctionnaires de l'État - 21/07/2016
- Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche -
- Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche -
- Prise en charge des frais de scolarisation en cas de déménagement en cours d'année scolaire - 21/03/2013 et 13/02/2014
- Formation des kinésithérapeutes - 26/06/2014
- Accès des enseignants contractuels des groupements d'intérêt public au concours du CAPES d'ingénierie de la formation - 21/08/2014
- Contrôle de l'instruction à domicile - 04/08/2016
- Recours au tirage au sort pour l'accès à certains enseignements universitaires - 04/08/2016
- Conciliation, dans les lycées, des impératifs de sécurité et des obligations de la loi n° 91-32 - 08/12/2016
- Égalité des territoires et logement -
- Constitution d'un fonds de travaux au sein des copropriétés - 12/07/2012
- Durée de la prise en compte en tant que logements sociaux des logements sociaux vendus à leur locataire - 12/07/2012
- Éligibilité des intercommunalités à l'ATESAT - 12/07/2012
- Gestion des SCOT : intégration des documents d'aménagement commercial - 12/07/2012
- Interférences entre les diverses réglementations relatives à l'assainissement non collectif - 12/07/2012
- Simplification de la procédure de délivrance des autorisations d'occupation des sols - 12/07/2012
- Effets de la délivrance d'un certificat d'urbanisme sur les règles d'exercice du droit de préemption urbain - 20/12/2012
- Conditions d'accès des personnes handicapées aux logements sociaux adaptés - 11/07/2013
- Conditions de réalisation d'un audit énergétique - 11/07/2013
- Régime juridique de la participation pour le financement de l'assainissement collectif - 25/07/2013
- Conséquences d'une décision de la Cour européenne des droits de l'homme en matière de droit d'asile - 09/02/2012
- Élimination des eaux trouvées dans les caveaux des cimetières - 29/03/2012
- Vides sanitaires dans les sépultures - 29/03/2012
- Vides sanitaires dans les sépultures - 05/04/2012
- Conséquences d'une décision de la Cour européenne des droits de l'homme en matière de droit d'asile - 12/07/2012
- Éligibilité des intercommunalités à l'ATESAT - 12/07/2012
- Élimination des eaux trouvées dans les caveaux des cimetières - 12/07/2012
- Problèmes de sécurité posés dans les communes associées - 12/07/2012
- Recours suspensif des demandeurs d'asile - 12/07/2012
- Renonciation aux droits sur une concession funéraire - 12/07/2012
- Vides sanitaires dans les sépultures - 12/07/2012
- Constitution des dossiers de naturalisation - 13/09/2012
- Égalité en droit de la nationalité entre filiation légitime et naturelle - 18/10/2012
- Translations de sites cinéraires - 20/12/2012
- Application de la législation sur les « devis modèle » relatifs aux obsèques - 27/12/2012
- Conditions d'organisation de l'examen ouvrant accès au diplôme national de thanatopracteur - 27/12/2012
- Qualité des soins de thanatopraxie - 27/12/2012
- Surveillance par les maires de certaines opérations funéraires - 31/01/2013
- Reprise des concessions dans les cimetières par les communes - 07/02/2013
- Caractéristiques de l'espace de dispersion des cendres des défunts et modalités de gestion de celui-ci - 21/02/2013
- Réglementation applicable en matière d'accès aux jardins du souvenir des cimetières municipaux - 28/02/2013
- Publication des rapports du Conseil national des opérations funéraires - 09/05/2013
- Politique de lutte contre le terrorisme dans notre pays - 17/05/2013
- Régime juridique de la participation pour le financement de l'assainissement collectif - 25/07/2013
- La sécurité : les chiffres de la délinquance - 22/11/2013
- Problèmes de sécurité posés dans les communes associées - 13/02/2014
- Réglementation applicable aux nouvelles technologies susceptibles d'être mises en œuvre dans les cimetières - 10/04/2014
- Affectations possibles d'un terrain accueillant un site cinéraire après translation de celui-ci - 26/06/2014
- Délais de publication des décrets de naturalisation - 26/06/2014
- Statut des indemnités perçues par les élus au regard du mode de calcul du revenu de compensation au titre du congé parental - 10/07/2014
- Compétence du maire pour passer des avenants à des marchés publics précédemment souscrits par le conseil municipal - 24/07/2014
- Conditions de répartition de la taxe d'entretien des chemins ruraux - 24/07/2014
- Mise en application du permis valant division - 24/07/2014
- Droits des élus locaux en matière de congés liés à la réduction du temps de travail - 02/10/2014
- Régime juridique des concessions funéraires individuelles et collectives - 09/10/2014
- Surveillance des opérations funéraires - 09/10/2014

Intérieur

- Renonciation aux droits sur une concession funéraire - 21/07/2011
- Recours aux tests osseux pour déterminer l'âge des mineurs isolés étrangers - 04/08/2011
- Modalités d'attribution du reliquat de l'aide exceptionnelle allouée aux sinistrés de la sécheresse de 2003 - 25/08/2011
- Problèmes de sécurité posés dans les communes associées - 25/08/2011

- Élimination des eaux trouvées dans les caveaux des cimetières - 06/11/2014
- Conditions d'organisation de l'examen ouvrant accès au diplôme national de thanatopracteur - 04/12/2014
- Qualité des soins de thanatopraxie - 04/12/2014
- Moyens d'expression des conseillers municipaux n'appartenant pas à la majorité municipale dans les communes de plus de 1 000 habitants - 11/12/2014
- Mise en œuvre des devis - modèles en matière funéraire - 26/02/2015
- Constitution de listes pour les élections municipales dans les communes de mille habitants et plus - 16/07/2015
- Critères d'attribution de la dotation d'équipement des territoires ruraux - 27/08/2015
- Sécurité intérieure et lutte contre la radicalisation - 18/11/2015
- Détermination des indemnités des élus communaux et intercommunaux - 19/11/2015
- Retrait des implants contenant une pile à la suite d'un décès - 03/12/2015
- Droits des élus n'appartenant pas à la majorité municipale dans les communes de 1 000 à 3 500 habitants - 14/04/2016
- Mise en œuvre du dispositif de données des dossiers passagers - 09/06/2016
- Relations entre les nouvelles communautés de communes et les syndicats de pays - 22/12/2016
- Possibilité pour les délégués communautaires contraints de démissionner du fait de la loi d'être désignés en qualités de délégués suppléants - 23/02/2017
- Situation d'une commune nouvelle issue de communes appartenant à deux circonscriptions législatives différentes - 23/02/2017
- Application des dispositions légales relatives aux sondages - 20/04/2017
- Mise en application du permis de construire valant division - 27/04/2017
- Estimation du patrimoine affecté par les entrepreneurs individuels à responsabilité individuelle à leur activité - 02/08/2012
- Égalité en droit de la nationalité entre filiation légitime et naturelle - 18/10/2012
- Réformes constitutionnelles (Conseil supérieur de la magistrature - 15/03/2013
- Statut des pierres tombales dans les actifs successoraux - 18/07/2013
- Compétence ordinaire pour se constituer partie civile - 13/11/2014
- Conséquences des impayés sur les petites et moyennes entreprises - 26/02/2015
- Situation du centre pénitentiaire de Saran - 09/06/2016

Logement et habitat durable, égalité des territoires et ruralité

- Constitution d'un fonds de travaux au sein des copropriétés - 03/05/2012
- Durée de la prise en compte en tant que logements sociaux des logements sociaux vendus à leur locataire - 03/05/2012
- Gestion des SCOT : intégration des documents d'aménagement commercial - 03/05/2012
- Durée de la prise en compte en tant que logements sociaux des logements sociaux vendus à leur locataire - 12/07/2012
- Conditions d'accès des personnes handicapées aux logements sociaux adaptés - 11/07/2013
- Conditions de réalisation d'un audit énergétique - 11/07/2013
- Seuil de superficie des constructions à partir duquel le recours à un architecte est obligatoire - 08/05/2014
- Seuil de superficie des constructions à partir duquel le recours à un architecte est obligatoire - 08/05/2014
- Conditions de revente d'un bien immobilier par un bailleur social après rachat - 24/07/2014
- Mise en application du permis valant division - 24/07/2014
- Durée de la prise en compte en tant que logements sociaux des logements sociaux vendus à leur locataire - 06/11/2014
- Durée de la prise en compte en tant que logements sociaux des logements sociaux vendus à leur locataire - 06/11/2014
- Intercommunalités et schémas de cohérence territoriale - 15/10/2015

Justice

- Application de l'article 41 de la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009 - 04/08/2011
- Crémation après une autopsie judiciaire - 08/09/2011
- Recours suspensif des demandeurs d'asile - 09/02/2012
- Mise en œuvre de l'expérimentation de médiation familiale préalable - 01/03/2012
- Modernisation du fonctionnement des copropriétés - 03/05/2012
- Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 28 avril 2011 - 12/07/2012
- Mise en œuvre de l'expérimentation de médiation familiale préalable - 12/07/2012
- Modernisation du fonctionnement des copropriétés - 12/07/2012
- Propriété des données fournies par les « boîtes noires » de certains véhicules automobiles - 12/07/2012
- Recours suspensif des demandeurs d'asile - 12/07/2012
- Renonciation aux droits sur une concession funéraire - 12/07/2012
- Compétence ordinaire pour se constituer partie civile - 02/08/2012
- Devenir des anciens collaborateurs d'avoués suite au décret n° 2012 - 441 du 3 avril 2012 relatif aux conditions particulières d'accès à la profession d'avocat - 02/08/2012

Premier ministre

- Annonce de la création d'un fichier unique des allocataires sociaux - 03/11/2011
- Effectifs des services départementaux de l'État affectés à la politique de l'eau - 19/04/2012
- Déclassification de documents diplomatiques relatifs aux événements survenus au Tchad en février 2008 - 12/07/2012
- Accès aux archives de l'état civil dit « européen » de l'Algérie - 29/05/2014
- Lutte contre le terrorisme - 06/06/2014
- Mesures suite aux inondations - 10/06/2016
- Situation des migrants - 06/07/2017 (lire ci-dessous)

Réforme de l'État, décentralisation

- Conditions d'application du décret n° 2010 - 745 du 1er juillet 2010 portant application pour les agents publics de l'article 32 de la loi n° 2004 - 1370 du 20 décembre 2004 - 02/08/2012

- Prise en compte de l'ancienneté dans la fonction publique civile pour l'indice d'intégration dans la gendarmerie - 03/10/2013
- Prise en compte des charges d'état civil pour les petites communes d'implantation d'un hôpital ou d'une maternité - 05/04/2012
- Position des maires délégués des communes associées au sein des communautés de communes - 09/02/2012
- Application de l'article 15 de la loi du 19 décembre 2008 - 12/07/2012
- Application de l'article 16 de la loi du 19 décembre 2008 - 12/07/2012
- Classement des communes en qualité de communes rurales - 12/07/2012
- Position des maires délégués des communes associées au sein des communautés de communes - 12/07/2012
- Possibilité pour un établissement public de coopération intercommunale d'octroyer les aides aux exploitants d'établissement de spectacles cinématographiques - 12/07/2012
- Prise en compte des charges d'état civil pour les petites communes d'implantation d'un hôpital ou d'une maternité - 12/07/2012
- Rédaction de l'article L. 2213 - 14 du code général des collectivités territoriales - 12/07/2012
- Simplification administrative - 12/07/2012
- Commission de recours amiable pour les fonctionnaires de l'État - 13/09/2012
- Simplification administrative - 15/03/2012
- Relations entre l'administration et ses usagers - 21/07/2016
- Saisine du conseil national d'évaluation des normes par les collectivités locales - 25/06/2015
- Inégalité de traitement entre les assistants sociaux des différentes fonctions publiques - 28/02/2013
- Mention de l'identité des défunts dont les cendres sont répandues - 30/05/2013
- Transports, mer et pêche -
- Information de l'acheteur quant à la présence d'une « boîte noire » au sein d'un véhicule automobile - 12/07/2012
- Propriété des données fournies par les « boîtes noires » de certains véhicules automobiles - 12/07/2012
- Maintien d'une liaison ferroviaire directe entre Paris et Ma-lasherbes dans le Loiret - 29/12/2016

Travail, emploi et, formation professionnelle et dialogue social

- Statut des travailleurs sociaux - 04/08/2011
- Prise en compte des périodes d'apprentissage dans le calcul des droits à la retraite complémentaire - 25/08/2011
- Prise en compte des périodes d'apprentissage dans le calcul des droits à la retraite complémentaire - 25/08/2011
- Annonce de la création d'un fichier unique des allocataires sociaux - 03/11/2011
- Accès des régies de quartiers et de territoires à l'agrément "services à la personne" - 22/12/2011
- Catégories d'emploi à aptitude particulière - 15/03/2012
- Catégories d'emploi à aptitude particulière - 15/03/2012
- Situation de salariés protégés dont l'entreprise est en liquidation judiciaire - 21/06/2012
- Application du principe de portabilité du droit individuel à la formation - 12/07/2012
- Catégories d'emploi à aptitude particulière - 12/07/2012
- Prise en compte des périodes d'apprentissage dans le calcul des droits à la retraite complémentaire - 12/07/2012
- Situation des apprentis et de l'apprentissage - 02/08/2012

- Mise en application de la loi sur l'organisation de la médecine du travail - 11/07/2013
- Accès des personnes pacsées aux congés pour événements familiaux - 26/06/2014
- Accès des personnes pacsées aux congés pour événements familiaux - 26/06/2014
- Situation de salariés protégés dont l'entreprise est en liquidation judiciaire - 06/11/2014

Ville, jeunesse et sports

- Prolongation de la dérogation pour la direction des accueils loisirs périscolaires - 30/03/2017

Immigration et migrants morts en Méditerranée

Intervenant lors de la séance des questions d'actualité au Sénat, Jean-Pierre Sueur a rappelé que « 2 247 êtres humains étaient morts ou disparus depuis le 1er janvier en Méditerranée, victimes des passeurs et de leur bateaux de la mort. La méditerranée est devenue un cimetière à ciel ouvert. Si cela continue il y aura 5 000 morts en 2017. » Il a rappelé que les ministres de l'Intérieur français et allemand avaient assuré leur homologue italien de leur « solidarité résolue ». Il a demandé au Gouvernement par quelles mesures cette « solidarité résolue » se traduirait concrètement. Il a aussi demandé que la France intervienne auprès de l'Union européenne afin que Frontex dispose des moyens pour empêcher le départ de ces bateaux, avec l'aide des États concernés, lorsqu'il y a un État, ou en se substituant à eux lorsqu'il y en a pas, comme c'est le cas en Libye. Il a enfin demandé au Gouvernement d'œuvrer en lien étroit avec les associations qui mènent une action importante par rapport aux migrants et il a demandé quels moyens seraient mis œuvre pour poursuivre le raccourcissement des délais d'instruction des demandes d'asile.

Dans la réponse qu'il a faite au nom du Gouvernement, M. Christophe Castaner, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement, a notamment déclaré : « Nous allons demander à ce que soit renforcé le soutien aux gardes côtes libyens avec un appui financier et le contrôle étroit de l'Union européenne ; nous proposerons un soutien conditionnel à l'Organisation mondiale des migrations (OIM) et au Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin de développer des infrastructures en Libye ; nous demandons un contrôle renforcé aux frontières de la Libye. » Il a rappelé que ces décisions font partie d'un ensemble qui a été repris dans le cadre du conseil des ministres de l'Intérieur de Tallin et qu'une échéance majeure pour approfondir les options présentées sera la conférence qui se tiendra à Tunis le 24 juillet prochain et à laquelle participeront les principaux États membres de l'Union européenne concernés par la crise migratoire.

Il a enfin indiqué que s'agissant du droit d'asile, un plan de refonte profonde permettant d'améliorer le dispositif et de raccourcir les délais d'instruction des dossiers sera présenté prochainement.

Prises de position et interventions pour le Loiret et sur des sujets d'intérêt général

Nous récapitulons ci-dessous la plupart des interventions faites en six ans par Jean-Pierre Sueur pour le Loiret et sur des sujets d'intérêt général.

Dans chaque cas, nous mentionnons le numéro de *La Lettre* biannuelle dans laquelle le texte correspondant a été publié.

Ces *Lettres* biannuelles peuvent être lues intégralement sur le site www.jpsueur.com.

De même, ces interventions sont diffusées chaque lundi au moyen de la « lettre électronique » de Jean-Pierre Sueur à laquelle chacun peut s'abonner gratuitement. Tous les numéros peuvent être consultés

Numéros de *La Lettre* concernés

A		
Administration	Un rapport de Hugues Portelli et Jean-Pierre Sueur : « <i>Le silence de l'administration vaut approbation</i> »	26
Agriculture	Jeunes Agriculteurs du Loiret.....	23
	Pour « un moratoire sur les terres agricoles ».....	21
	Quel avenir pour l'agriculture ?	27
	Soutien aux producteurs de légumes	19
	Sinistres subis par les agriculteurs du Loiret.....	28
	Zones défavorisées : revoir le dispositif	28
Airbnb	À propos d'Airbnb.....	27
Alaux, René	René Alaux nous a quittés	24
Alcatel-Lucent (Ormes)	Au sujet des projets concernant l'emploi.....	22
Aménagement du territoire	À propos des trains à grande vitesse	25
	À propos du « Transloire »	21
	Couverture en téléphonie mobile de tous les territoires ruraux	27
	Des trains pour Dordives et Fontenay/Ferrières.....	25
	La Chambre régionale des Comptes d'Orléans élargit son territoire	19
	L'arrêt de la liaison TGV Orléans-Roissy-Lille : un préjudice pour Orléans dû à la SNCF. Est-ce irréversible ?	27
	Ligne Corail Intercité Paris/Nevers	19
	Ligne Paris - Orléans	19
	Ligne Paris-Nevers.....	19
	Non à la fermeture de Météo France à Orléans	20
	Orléans et le TGV : tragicomédie en quatre actes	25
	Orléans-Gien.....	21
	TGV : Jean-Pierre Sueur rencontre Guillaume Pépy	25
	TGV Grand Centre	26
	Future ligne TGV Paris - Orléans - Clermont-Ferrand - Lyon.....	25
Amilly	Ouverture du très remarquable Centre d'art contemporain des Tanenries	28
Amnesty International	Merci à Amnesty International.....	27
	Une pétition d'Amnesty International.....	27
Antoine, Gérald	Gérald Antoine nous a quittés	23
	A l'Institut de France,, un hommage au premier recteur de l'Académie	28
Application des lois	Application des lois : de graves déficiences	20
Apprentis	Des apprenties de la Chambre de Métiers au Sénat.....	27
	Des apprenties du Loiret aux Journées sénatoriales de l'apprentissage.....	19
	Les « meilleurs apprentis » du Loiret reçus au Sénat	25
	Les meilleurs apprentis de France du Loiret distingués au Sénat	21
	Meilleurs apprentis de France	20
	Situation des apprentis.....	20
Aragon, Louis	Louis Aragon et Orléans en 1944.....	20
Archilab	Archilab doit vivre !	25
Architectes	Profession architecte.....	20
	Spécificité des architectes.....	27
Architecture	Jean-Pierre Sueur élu membre associé de l'Académie d'Architecture	20
Ardoin, Arnaud	<i>AZF, une affaire au sommet de l'Etat</i> d'Arnaud Ardoin – ou la poésie du Paris-Orléans	23
	La chute des idoles, par Arnaud Ardoin	27
Armée	Le 12 ^e Cuirassiers d'Olivet au Sénat.....	21
Arts	Au Louvre, les arts de l'Islam magnifiés	20
Aung San Suu Kyi	Sur son courage.....	20
Autorités administratives indépendantes	À propos d'une proposition de loi.....	24
B		
Battais, Maurice	Maurice Battais nous a quittés	25
Beaugency	Les Broderies de Beaugency	20
Benozio, Henri	Henri Benozio nous a quittés	28

Du Loiret au Sénat, et inversement...

Je n'imagine pas un parlementaire « hors sol », qui ne serait pas l'élu d'un département.

Je puis témoigner que le contact constant avec les habitants, les élus, les responsables d'associations, de syndicats, les chefs d'entreprise... et avec tous les citoyens qui nous sollicitent est infiniment précieux.

On ne parle pas de la même manière à la tribune ou dans l'hémicycle du Sénat quand on a rencontré des salariés, des chômeurs, des personnes aux prises avec des problèmes fiscaux ou avec le surendettement, des créateurs d'entreprise, des agriculteurs, des artisans, des universitaires, des chercheurs, des médecins, des personnels soignants... Et la liste est loin – très loin – d'être exhaustive.

Chaque jour, le poids des difficultés rencontrées, des souffrances endurées et des espoirs partagés par nos concitoyens nous renvoie à la réalité.

Il est indispensable d'être présent au Parlement et d'être tout autant présent dans le département.

C'est par ce perpétuel « va et vient » que l'on peut contribuer à restaurer la confiance – aujourd'hui dégradée – entre nombre de nos concitoyens et la politique.

Jean-Pierre Sueur

Benslama, Fethi	À propos de la « déradicalisation », des mesures annoncées par le gouvernement et du livre de Fethi Benslama : <i>Un furieux désir de sacrifice</i>	27
Bergounioux, Gabriel	Gabriel Bergounioux sur les chemins de l'introspection.....	22
Bicamérisme	Pour le bicamérisme	24
Boiscommun	Un concert à Boiscommun	22
Brétigny sur Orge	Catastrophe de Brétigny sur Orge	22
Brexit	Après le choc, le sursaut nécessaire	28
Briare	Briare, le 200 ^e anniversaire de la naissance de Jean-Félix Bapterosses	22
	<i>Chantecler</i> , d'Edmond Rostand au Théâtre de l'Escabeau	28
C		
Camus, Jacques	Jacques Camus : « Un sang d'encre »	27
Canal d'Orléans	Un colloque sur l'avenir du canal	23
Cargill Food	Cargill : 20 ans	22
Carreau, Yves	Yves Carreau nous a quittés	27
Caspar, Daniel	Daniel Caspar : L'envol d'Icare, peintures (1984-2012)	22
Centre-Val de Loire	Centre-Val de Loire : le nouveau nom est devenu une réalité	25
	La dénomination « Centre-Val de Loire » adoptée.....	24
	Pour que notre région s'appelle Centre – Val de Loire	24
	Pour que notre région s'appelle Centre – Val de Loire	24
	Quel avenir pour la région Centre ?	23
	Réforme territoriale : Jean-Pierre Sueur défend le « Val de Loire ».....	24
	Soutien à l'industrie cosmétique en Centre-Val de Loire.....	26
Cerdon	« Art-gens » à Cerdon.....	20
Chambord	Chambord : une avancée !.....	23
	La commune de Chambord doit retrouver ses droits	23
Château-Chinon	Cérémonie en souvenir de François Mitterrand	23
Chécy	Le collège de Chécy et la décentralisation	26
Chevilly	Décharges des Maréchaux et des Chancellières à Chevilly	19
Cinéma	Aides au cinéma : Jean-Pierre Sueur étend sa loi de 1992	27
	Cinéma : une lettre du président de la FNCF	27
	Cinéma itinérants : aide à la numérisation	20
Collectivités locales	Contre l'inflation des normes, un nouveau droit pour les communes.....	27
	Deux propositions de loi pour les collectivités locales.....	21
	Difficultés créées par la réforme territoriale.....	20
	La proposition de loi Richard/Sueur sur les accords locaux définitivement adoptée.....	25
	Les communes, « cellules de base de la République »	25
	Loi sur le statut des élus locaux : Jean-Pierre Sueur et Jacqueline Gourault répondent aux intoxic	25
	Non, les départements ne vont pas mourir !	21
	Projet de loi NOTRe.....	26
Comédie Française	« Cent ans, cela passe très vite ! »	24
Conseiller territorial	Remarques sur ce projet.....	19
COP 21	COP 21 : un succès de la diplomatie à la française.....	27
Cornu, Augustin	Le livre sur Augustin Cornu est paru.....	24
Coullons	Le Marché de Noël à Coullons.....	21
Crédit immobilier de France	Jean-Pierre Sueur saisit le Premier ministre	21
Crédit Impôt Recherche	<i>Analyse</i>	19

D		
Dalaï-Lama	Pourquoi j'étais de ceux qui l'ont accueilli au Sénat.....	28
De Givenchy, Pierre	Pierre de Givenchy nous a quittés	25
De la Tour du Pin, Patrice	Pour Patrice de La Tour du Pin	19
Décentralisation	Décentralisation : les interventions de Jean-Pierre Sueur.....	21
	Décentralisation et métropoles : le Sénat adopte le « Grand Paris »	22
Déchéance de nationalité	« J'ai voté contre la déchéance de nationalité, quelle que soit la rédaction retenue »	27
Delion, Pierre	<i>Écouter, soigner : la souffrance psychique de l'enfant</i> par Pierre Delion	22
Deschamps, Xavier	Xavier Deschamps nous a quittés.....	25
Dette	Qui est responsable de la dette ?.....	22
Devoir de vigilance	Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre	26
Dézarnaulds, Pierre	Pierre Dézarnaulds, ministre du Front populaire	26
Distilbène	Distilbène : Réseau DES – France.....	25
	Femmes victimes du distilbène (suite)	20
Dosière, René	René Dosière : Le métier d'élu local.....	23
Douffiagues, Jacques	A la mémoire de Jacques Douffiagues.....	19
Droit d'asile	Droit d'asile : non aux impostures !	25
Duboy de Lavigier, B.	Bernard Duboy de Lavigier nous a quittés.....	28
E		
Écriture de la loi	L'écriture de la loi : un très riche colloque	23
Éducation	École : revenons à l'essentiel.....	23
	Les leçons de l'enquête PISA	23
	Pour une école de l'exigence	20
	Rentrée scolaire : de nouveaux postes pour l'Académie d'Orléans-Tours	20
Égalité femmes-hommes	Egalité hommes-femmes.....	22
	Réponse aux esprits chagrins que l'égalité et la parité semblent contrarier.....	25
Élections	« La vie continue »	25
	Municipales : une innovation due au Sénat.....	23
	Reconnaissance des bulletins blancs	23
Élysée	Jean-Pierre Sueur à l'Élysée.....	21
ENA	Classement de sortie de l'ENA	19
Entrées de ville	Hypermarchés et entrées de ville.....	23
Environnement	Un rapport sur la protection des intérêts des entreprises et de leurs salariés à l'occasion du dossier Petroplus.....	20
Ernaux, Annie	<i>Regarde les lumières mon amour</i> par Annie Ernaux.....	23
Europe	L'Europe à la croisée des chemins.....	26
	Programme européen d'aide aux plus démunis.....	21
	Réduction de l'aide européenne aux plus démunis.....	21
	Réunion des présidents des commissions des lois des Parlements d'Europe	23
Evah Manga, Emmanuel	Jean-Pierre Sueur préface le livre d'Emmanuel Evah Manga	21
Ève, André	André Ève, un grand artiste.....	26
Ferrières-en-Gâtinais	Rencontre culturelles, de Ferrières-en-Gâtinais... à Ligny-le-Ribault	24
Finchelstein, Gilles	<i>Piège d'identité. Réflexions (inquiètes) sur la gauche, la droite et la démocratie</i> , par Gilles Finchelstein	27
FRAC	FRAC : l'architecture contemporaine enfin de retour à Orléans	22
	Le FRAC et le syndrome orléanais	22
Funéraire	Contrats obsèques	20,21
	Crémation : une analyse approfondie de la loi du 19 décembre 2008	27
	Deux livres importants sur la crémation	21
	Droit funéraire : deux nouvelles avancées	23
	Réponse aux entrepreneurs funéraires hostiles aux devis-modèle.....	26
	Revalorisation des contrats obsèques : le dernier obstacle est levé	23
	Schéma régional des crématoriums	23
	Une avancée importante pour les souscripteurs de contrats obsèques	22
	Utilisation des « QR codes » et des nouvelles technologies dans les cimetières.....	23
Gaudier-Brzeska, Henri	Saint-Jean de Braye fait revivre l'œuvre d'Henri Gaudier-Brzeska	26
Gauguin, Paul	Paul Gauguin et Orléans	22
Gélis, Daniel	Les fêtes de Daniel Gélis	28
Gemalto	Gemalto : un gâchis qui aurait dû être évité.....	19
	La ténacité des ex-salariés de Gemalto	26
Gens du voyage	Grands rassemblements de gens du voyage	19
Germain, Jean	Après le décès de Jean Germain	25
Girault, André	André Girault, un grand homme de l'horticulture française et orléanaise	23
Grèce	Sur la Grèce	26
Gréco, Juliette	Juliette Gréco sur les ponts de Paris.....	20
Hessel, Stéphane	Stéphane Hessel nous a quittés	21
Hitachi	Hitachi Orléans/Ardon ne doit pas fermer	28
	Les élus de mobilisent pour que le groupe plante de nouvelles activités	28
Huet, Anne-Laure	<i>Les conventions des collectivités territoriales en matière sportive</i> , un livre d'Anne-Laure Huet.....	26
Hugo, Victor	Victor Hugo président !.....	27
	<i>Victor Hugo vient de mourir</i>	27
Hurtiger, Jean-Pierre	Jean-Pierre Hurtiger nous a quittés.....	21

I		
Ibni Oumar Mahamat Saleh	La fin de la « Françafrique » et l'enquête – en panne ! – sur la disparition de l'opposant tchadien Ibni Oumar Mahamat Saleh	20
	Pour Ibni.....	23
Informations du secteur public	Gratuité et modalités de réutilisation des informations du secteur public.....	27
	Gratuité et réutilisation des informations du secteur public.....	26
Inondations	Le Loiret dans l'épreuve.....	27
	Dispositions pour éviter l'accès aux autoroutes en cas de risque de montée des eaux.....	28
Intercommunalité	À propos du devenir de l'agglomération d'Orléans	27
	La loi Richard/Sueur sur les accords locaux dans les intercommunalités validée par le Conseil constitutionnel.....	25
	Sur les syndicats intercommunaux	27
Iphone	Le vrai prix de l'Iphone 5.....	20
IRSTEA	L'IRSTEA doit rester dans le Loiret !.....	27
	L'IRSTEA restera dans le Loiret.....	27
J		
Jeanne d'Arc	Jeanne d'Arc et la loi de 1920.....	23
Jeux paralympiques	Les médaillés des jeux paralympiques ont-ils un nom ?.....	20
Johan, Zdenek	Trois anciens maires nous quittent	27
Jospin, Lionel	Le rapport Jospin	20
Jouy le Potier	Berdigne Berdogne à Jouy le Potier	22
Justice	Conseil national de l'exécution des peines	23
	Cour pénale internationale.....	26
	Justice de proximité.....	21
	L'indépendance du Parquet doit enfin être garantie par la Constitution.....	27
	L'inscription de l'indépendance du Parquet dans la Constitution sera-t-elle victime des jeux politiques ?.....	27
	Projet de loi de réforme pénale : « Non à l'impunité ».....	24
	Projet de loi sur le protocole d'accord judiciaire entre la France et le Maroc	26
	Révision des condamnations pénales définitives.....	23
L		
La Chapelle Saint-Mesmin	Les 150 ans de l'Harmonie de La Chapelle Saint-Mesmin	21
La République du Centre	Message de soutien aux salariés de La République du Centre	23
La Réunion	La Commission des Lois du Sénat à Mayotte et à La Réunion.....	20
Laïcité	« Journée nationale de la laïcité »	19
Laiterie de Saint-Denis de l'Hôtel	Remise des labels « Productivez ! »	22
Lanson, Pierre	Pierre Lanson nous a quittés	25
Larigauderie, Jean	Ancien conseiller municipal d'Orléans, Jean Larigauderie nous a quittés.....	24
Launois, Hélène	Les lumières d'Hélène Launois	21
Laurens, Camille	À propos de <i>Celle que vous croyez</i> , de Camille Laurens.....	27
Le Breton, Bernard	Ligny-le-Ribault, d'hier à aujourd'hui, par Bernard Le Breton.....	27
Le Guay, Damien	Damien Le Guay et les héritiers de Péguy.....	23
Lemaître, Claude	L'action héroïque de Claude Lemaître	19
Leroy, Géraldi	Un événement : la biographie de Charles Péguy par Géraldi Leroy	24
Leroy, Jeannine	Jeannine Leroy nous a quittés	28
Les Temps modernes	Les cinquante ans des « Temps modernes »	25
Lettre électronique	Numéro 500 de la lettre électronique	23
Ligny-le-Ribault	Rencontre culturelles, de Ferrières-en-Gâtinais... à Ligny-le-Ribault.....	24
Littérature	Péguy, Hugo, Genevoix	25
Loiret	À la rencontre des maires ruraux.....	24
	Des subventions pour les économies d'énergie dans le Loiret	27
	Quand les petites communes du Loiret œuvrent pour la culture.....	20
	Un anniversaire tourné vers l'avenir	19
Lorris	L'étonnante histoire de l'orgue de Lorris	24
Lycée Durzy	Félicitations au lycée Durzy pour le concours d'éloquence.....	25
Lyon, Dominique	« Construction » : un livre de Dominique Lyon, l'architecte de la médiathèque d'Orléans	19
M		
Madeline, Luce	Madeline Luce nous a quittés	23
Malissard, Alain	Alain Malissard nous a quittés	24
Manchester	Manchester : du textile à la média-cité.....	20
Mariage pour tous	La loi et le sens des mots.....	21
Mayotte	La Commission des Lois du Sénat à Mayotte et à La Réunion.....	20
Médias	Instantanéité et vérité.....	28
Mendès-France, Pierre	La République en action	28
Métiers d'art	Sur le crédit d'impôts	20
	Jean-Pierre Sueur reçu par le ministre du budget.....	22
Millerand, Alexandre	Une biographie d'Alexandre Millerand par Jean-Louis Rizzo.....	24
Mitterrand, François	François Mitterrand amoureux de Saint-Benoît-sur-Loire	28

Mory-Global	Sur des projets concernant l'emploi	25
Mulier, André	Vingt-trois mois dans les camps nazis par André Mulier	23
N		
Nached, Rafah	Rafah Nached, psychanalyste syrienne	19
Nadj, Josef	Josef Nadj au Festival d'Avignon	20
Nevoy	« Grand rassemblement » de Nevoy	22
	Grand rassemblement des gens du voyage à Nevoy	23
Non-cumul des mandats	Décision du Conseil Constitutionnel sur le non-cumul des mandats	23
	Non-cumul des mandats : après le débat	22
	Un vote historique : l'adoption définitive du projet de loi sur le non-cumul des mandats	23
Normes	Normes : la proposition Gourault/Sueur définitivement adoptée	22
	Normes : une nouvelle proposition de loi organique de Jacqueline Gourault et Jean-Pierre Sueur	22
Notation	Les agences de notation sont-elles les maîtres du monde ?	19
Nouvelle Calédonie	Jean-Pierre Sueur en Nouvelle Calédonie	24
	Un amendement contre la « vie chère »	26
Numérique	La loi sur le numérique sera « une grande loi de la République »	27
O		
Olivet	À propos du Larry à Olivet	24
Orléans	<i>Orléans, le concert silencieux</i> , Jean-Dominique Burtin et Hélène Bensaad, magiciens de l'oxymore	22
	« Deux maisons »	22
	11 ^e festival de piano du XX ^e siècle	23
	20 ^e anniversaire du Centre dramatique national d'Orléans	21
	À Orléans, le LAB'O ouvre ses portes	27
	À propos de la gare routière d'Orléans	22
	Après les fêtes de Jeanne d'Arc à Orléans	27
	Artistes orléanais: 106 ^e Salon	22
	Délégation du maire d'Orléans à un élu sur la « lutte contre l'immigration clandestine »	23
	Gare routière d'Orléans	23
	Halle de la Charpenterie à Orléans	19
	L'ouverture de la seconde ligne du tramway d'Orléans : « Notre plus belle victoire »	20
	Le discours de Jean-Pierre Sueur aux Fêtes de Jeanne d'Arc, le 13 mai 2012 à Orléans	20
	Les Voix d'Orléans	27
Orléans Métropole	Des obstacles à surmonter	28
	Après le débat au Sénat	28
Orléans la Source	À propos du 50 ^e anniversaire d'Orléans-La-Source	20
	Centre de chèques postaux : une rencontre avec Philippe Wahl	26
	Chèques postaux	27
	Chèques Postaux : « <i>Je serai extrêmement vigilant pour l'avenir</i> »	26
	Impôts locaux à Orléans la Source	19, 22
	Valeurs locatives à La Source	21
Orthographe	À propos de l'accent circonflexe	27
Otages	Pour les otages français au Sahel	22
Outarville	Deux permanences hebdomadaires de la Trésorerie confirmées	28
P-Q		
Patrimoine	Protection du patrimoine des moulins	27
Partenariats public-privé	À propos d'une ordonnance	28
Péguy, Charles	Ève, un chef d'œuvre méconnu	23
	Péguy, suite	24
	Sur Charles Péguy : pour en finir avec le « grand poète catholique »	27
	Un centenaire oublié : <i>L'Argent</i> de Charles Péguy	22
	Un événement : la biographie de Charles Péguy par Géraldi Leroy	24
	Une nouvelle édition des « Œuvres poétiques et dramatiques » de Charles Péguy dans la pléiade	24
Péot, Nicole	Trois anciens maires nous quittent	27
Péréquation	Celle-ci est-elle indispensable ?	19
Perrin-Martin, Pierre	<i>Faire société</i> par Jean-Pierre Perrin-Martin	23
Peudupin, Christian	Christian Peudupin nous a quittés	27
Phéline, Christian	Christian Phéline nous a quittés	27
Pinault, Claude	<i>J'ai choisi de me battre, j'ai choisi de guérir</i> , par Claude Pinault et Marie de Hennezel	24
Pisani, Edgard	Edgard Pisani nous a quittés	28
Pithiverais	Maison Familiale Rurale du Pithiverais : enfin l'autonomie !	23
	Projet d'aéroport dans le Pithiverais	27
	Reliures Brun : une décision de Michel Sapin en faveur des salariés protégés	20
	Reliures Brun, Steco, Gainair : l'emploi lourdement menacé dans le Pithiverais	19
Pithiviers	La médiathèque de Pithiviers	21
	Maternité de Pithiviers	23, 25
	Nous étions 1 200 pour défendre la maternité de Pithiviers	27

	Sauvons la maternité de Pithiviers !.....	27
	Un accord franco-japonais créateur d'activité et d'emplois à Pithiviers.....	22
Plan local d'urbanisme	Transfert aux intercommunalité.....	22
Police	Effectifs de police dans le Loiret.....	26
Politique	Au sujet de « L'élaboration de la parole politique » : un texte de Jean-Pierre Sueur dans le livre <i>Paroles d'en haut</i>	27
	Jean-Pierre Sueur s'élève contre les amalgames.....	21
	Proposition de loi de Jean-Pierre Sueur sur le financement des partis politiques.....	26
Politique de la ville	À propos de la politique dite de la ville.....	27
Poulain, Jean	Jean Poulain nous a quittés.....	22
PPP	Du contrat de partenariat au marché de partenariat.....	27
	PPP : plusieurs des recommandations du rapport Sueur/Portelli adoptées par le Sénat.....	24
Prahecq, Micheline	<i>La politique comme je l'aime. Retour sur 26 ans d'engagement politique</i> : un livre de Micheline Prahecq.....	27
Prost, Antoine	Antoine Prost dans <i>Le Nouvel Observateur</i>	22
	Antoine Prost, historien de l'éducation.....	21
Puértolas, Romain	Un nouveau Candide.....	23
Py, Olivier	<i>Dialogues des Carmélites</i> par Olivier Py.....	23
	<i>L'Alceste</i> d'Olivier Py à l'Opéra.....	22
Quelle	Quelle : la ténacité et les droits des salariés reconnus par la justice.....	20
R		
Radio	« La prochaine fois, je vous le chanterai ».....	28
Référendum	Référendum d'initiative partagée.....	23
Réforme territoriale	Réforme territoriale.....	19
Réfugiés	Le débat sur les étrangers: à propos des métaphores hydrauliques.....	26
	Le drame des réfugiés va-t-il entraîner l'implosion de l'Europe ?.....	27
	Migrants : une question d'humanité.....	26
	Réfugiés !.....	26
Réggui, Henriette	Henriette Réggui : une jeune centenaire.....	27
Relais Orléanais	Jean-Pierre Sueur au relais Orléanais.....	25
Renseignement	« <i>Des annonces positives pour la politique du renseignement</i> ».....	22
	« Mégafichier » des données biométriques et biographiques.....	20
	Chypre : Jean-Pierre Sueur intervient au sujet de la protection des données personnelles.....	20
	Délégation parlementaire au renseignement.....	21
	Fadettes et géolocalisation.....	23
	Renseignement : à propos d'un amendement.....	25
	Surveillance des communications électroniques internationales.....	26
République numérique	Après la commission mixte paritaire.....	28
Richer, Claude	Claude Richer, chevalier de l'Ordre National du Mérite.....	23
Rizzo, Jean-Louis	Une biographie d'Alexandre Millerand par Jean-Louis Rizzo.....	24
Rocard, Michel	Le choix du réalisme.....	23
	Michel Rocard à l'Élysée.....	26
	<i>Suicide de l'Occident, suicide de l'humanité ?</i> , par Michel Rocard.....	26
	Un vade mecum pour le nouveau gouvernement.....	20
	Michel Rocard ou la noblesse de la politique.....	28
Roy, Marc	Marc Roy nous a quittés.....	19
Rusu, Alia	Alia Rusu : l'amour des villes.....	20
S		
Sabiani, Julie	Julie Sabiani nous a quittés.....	27
Sainson, Huguette	Huguette Sainson nous a quittés.....	19
Saint-Benoît-sur-Loire	Du nouveau à Saint-Benoît-sur-Loire.....	25
Saint-Brisson-sur-Loire	Une Biennale d'art contemporain à Saint-Brisson sur Loire.....	22
Saint-Jean de Braye	L'Espace Anne-Frank de Saint-Jean de Braye.....	21
Saint-Père-sur-Loire	Saint-Père-sur-Loire/Sully-sur-Loire : tous unis pour la sécurité des cyclistes et des piétons.....	27
Sapeurs-pompiers volontaires		
	Une proposition de loi.....	24
SCA	SCA Saint-Cyr-en-Val.....	25
Sciences	Deux ministres, les lettres, les sciences et l'égalité.....	21
Sécheresse	Sinistrés de la sécheresse 2003.....	19
Secourisme	Formation aux premiers secours.....	23
Sécurité	Des avancées sans précédent pour la sécurité de tous.....	27
Séguy, Georges	Georges Séguy nous a quittés.....	28
Semaï, Fadila	<i>Retour à Tibhirine</i> . Un livre de Fadila Semaï : L'ami parti devant.....	27
SIFA	SIFA : Jean-Pierre Sueur intervient auprès d'Emmanuel Macron.....	27
Silvestre, Michel	<i>Éclats de vie</i> par Michel Silvestre.....	23
Sondages	Composition de la commission des sondages.....	27
	Jean-Pierre Sueur plaide pour une réforme de la loi sur les sondages avant les prochaines présidentielles.....	27
	Présidentielle : la guerre des sondages.....	20
	Transparence des sondages : l'essentiel du projet de loi enfin adopté.....	27

Soulas, Louis-Joseph	Louis-Joseph Soulas enfin mis en lumière	26
Sully-sur-Loire	Saint-Père-sur-Loire/Sully-sur-Loire : tous unis pour la sécurité des cyclistes et des piétons	
Sureau, François	François Sureau : <i>Le chemin des morts</i>	23
T		
Taubira, Christiane	À propos de Christiane Taubira : quand les faits sont contraires aux représentations	27
	Christiane Taubira : la politique du courage	21
	Christiane Taubira reçoit le prix Jean-Zay	25
	Jean-Pierre Sueur salue la circulaire de politique pénale de Christiane Taubira	20
Terrorisme	Après les attentats de Paris	26
	Barbarie	25
	Commission d'enquête sur la lutte contre les réseaux djihadistes	24
	La France debout	25
	Projet de loi de lutte contre le terrorisme	24
	Attentat de Nice : restons unis face au terrorisme	28
	Prolongation de l'état d'urgence	28
Thibault, Pierre	Pierre Thibault nous a quittés	27
Tolérance	Inauguration de la mosquée d'Orléans-La Source	23
Torture	La vente aux enchères d'instruments de torture ne doit pas avoir lieu	20
Touati, Aïssa	<i>La Temesguida, une enfance dans la guerre d'Algérie</i> , par Aïssa Touati et Régis Guyotat	26
Toulouse, Roger	Roger Toulouse, les 25 premières années	24
Transparence	Transparence : le Sénat adopte une position claire sur la publication des patrimoines	22
Tunisie	Après les élections en Tunisie	19
	Béji Caïd Essebsi au Sénat	25
	Les Nobel tunisiens honorés par François Hollande	27
	Solidarité avec la Tunisie	25
	Soutien au peuple tunisien	26
	Sur la Tunisie	21
	Terrorisme : solidarité avec la Tunisie	26
	Tunisie : Kasserine attend toujours le printemps !	27
	Tunisie : le tourisme en grande difficulté	26
	Tunisie : l'un des pays où se joue l'avenir démocratique du printemps arabe	22
	Tunisie : une Constitution qui est un signe d'espoir !	23
	Tunisie espoir	24
	Visite au Sénat	28
Turquie	Jean-Pierre Sueur en Turquie	25
Université	Sept parlementaires du Loiret reçus par Geneviève Fioraso	22
Vagner, Marc	Marc Vagner : un ami qui nous quitte	19
Van Borren, Patrice	<i>Que vais-je dire à mes filles ? Essai pour une nouvelle donne d'un monde en transition</i> , par Fabrice Van Borren	27
Veil, Antoine	Antoine Veil et le Club Vauban	21
Vieillard, Pierre	Pierre Vieillard nous a quittés	25
Vincent, Bernard	Bernard Vincent nous a quittés	19
Voise, Paul	Retour sur l'affaire Paul Voise	21
Washington	Jean-Pierre Sueur à Washington	25
Wiéviorka, Michel	À propos du dernier livre de Michel Wiéviorka : <i>Retour au sens, pour en finir avec le déclinisme</i>	26
Yèvre le Châtel	Dimas Macedo à Yèvre le Chatel	20
Yèvre-la-Ville	Sainte-Brigide	25
Zay, Jean	Jean Zay au Panthéon	23
	Jean Zay au Panthéon : un si long chemin	25
	Orléans rend hommage à Jean Zay	25
	Vive la République ! Retour sur le 27 mai	25
Zénith d'Orléans	« Carmen » au Zénith d'Orléans	25
Zermati, Denise	Trois anciens maires nous quittent	27

Récapitulatif des Lettres

N°.	Parution	Editorial
19.	Février 2012	<i>Au service de la République</i>
20	Décembre 2012	<i>Solidarité et compétitivité</i>
21	Juin 2013	<i>Décentralisation, suite...</i>
22	Novembre 2013 -	<i>Ecole : revenons à l'essentiel</i>
23	Juillet 2004	<i>Pour le Val de Loire</i>
24	Décembre 2014	<i>Valoriser nos atouts</i>
25	Juillet 2015	<i>Face au terrorisme : union et détermination</i>
26	Novembre 2015	<i>Les épreuves, la vigilance et l'esérance</i>
27	Juillet 2016	<i>Le Loiret face à l'épreuve</i>
28	Décembre 2016	<i>Additionner les dynamismes</i>

Le site Internet

www.jpsueur.com

Le Blog

jpsueur.blog.lemonde.fr

La page facebook

facebook.com/jpsueur/

Le compte Twitter

twitter.com/JP_Sueur

CONTACT

1 bis, rue Croix de Malte
45000 Orléans

02 38 54 20 01

sueur.jp@wanadoo.fr

Imprimé sur papier recyclé et routé
par l'ESAT de La Couronnerie
Saint-Pryvé Saint-Mesmin

 **La Lettre**
n°19
Février 2012
de Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret

Réforme territoriale
Citoyenneté
Dr. Droit d'asile
Villes
Lois Justice
memorielles





www.jpsueur.com

 **La Lettre**
n°20
Novembre 2012
de Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret

Europe
Communautés de communes
Exécution des peines Outremer
Lutte contre le terrorisme





www.jpsueur.com

 **La Lettre**
n°21
Juin 2013
de Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret

Collectivités territoriales Justice
Mariage pour les personnes de même sexe
Elus locaux
Cour pénale internationale





www.jpsueur.com

 **La Lettre**
n°22
Novembre 2013
de Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret

Décentralisation
Égalité hommes/femmes
Transparence de la vie Non-cumul des mandats publique
COLLECTIVITÉS LOCALES
Renseignement





www.jpsueur.com

Rendre compte

Les élus se doivent de rendre compte de leurs actions. C'est ainsi que Jean-Pierre Sueur a rendu compte de son activité parlementaire tout au long de son mandat par l'envoi de dix *Lettres* (deux par an) de cent pages chacune et par une lettre électronique publiée chaque lundi sur Internet. Ces dix *Lettres* sont téléchargeables sur www.jpsueur.com (colonne de gauche).

 **La Lettre**
n°23
Juillet 2014
de Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret

Réformes pénales
Mandats locaux Justice
Décentralisation Renseignement
GÉOLOCALISATION Chambord





www.jpsueur.com

 **La Lettre**
n°24
Décembre 2014
de Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret

Région Centre Val de Loire
Outre L'écriture mer de la loi
COLLECTIVITÉS LOCALES
Lutte contre le terrorisme





www.jpsueur.com

 **La Lettre**
n°25
Juillet 2015
de Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret

Lutte contre le terrorisme
Renseignement
RÉGION CENTRE VAL DE LOIRE
Justice
Elus locaux
Décentralisation
Normes





www.jpsueur.com

 **La Lettre**
n°26
Décembre 2015
de Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret

LUTTE CONTRE LE TERRORISME
Justice du XXI^e siècle
Financement des partis politiques
Relations avec les administrations
Renseignement
Bicamérisme




www.jpsueur.com

 **La Lettre**
n°27
Juillet 2016
de Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret

Le Loiret dans l'épreuve
LUTTE CONTRE LE TERRORISME
Numerique
Elus locaux
Protection des mineurs
Création, architecture et patrimoine




www.jpsueur.com

 **La Lettre**
n°28
Décembre 2016
de Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret

NUMÉRIQUE
Transparence de la vie publique
Égalité Ruralité et citoyenneté
Métropoles
Lutte contre les marchands de sommeil




www.jpsueur.com